



Boîte à outils pour le plaidoyer budgétaire en matière de préparation aux épidémies





Nous concernant

La [Global Health Advocacy Incubator](#) (GHA) accompagne les organisations de la société civile qui défendent les politiques de santé publique ayant pour objectif de réduire la mortalité et les maladies. Nous adoptons une approche systématique éprouvée, adaptée par des partenaires locaux, afin d'obtenir des succès en matière de politique de santé dans des pays du monde entier indépendamment des systèmes politiques.

Notre [programme « Prévenir les épidémies »](#) permet de soutenir les investissements gouvernementaux dans la préparation face aux épidémies. La GHA est un partenaire essentiel du partenariat Prévenir les épidémies de [Resolve to Save Lives](#), qui vise à protéger le monde face aux épidémies.

Pour plus d'informations ou pour discuter de la manière dont nous pouvons travailler avec vous, contactez le programme de prévention des épidémies à l'adresse suivante : info@advocacyincubator.org.

Contributeurs

Emmanuel Alhassan, PhD, coordinateur pour le Nigeria, *GHA*

Stephen Atasige, coordinateur pour le Ghana, *GHA*

Christy Arevalo, assistante de programme, *GHA*

Kyra Berasi, conseillère juridique, *GHA*

Ann Dannelski, directrice associée, *GHA*

Aaron Emmel, directeur de la sensibilisation stratégique, *GHA*

Madeline Goosman, Assistante de programme, *GHA*

Abdullahi Hamza Hassan, coordinateur de l'État de Kano (Nigeria), *GHA*

Jennifer Patterson, directrice de la communication, *GHA*

Laura Rodriguez, stratège numérique, *Global Wave Digital*

Verónica Schoj, MD, vice-présidente, politique alimentaire et nutritionnelle, *GHA*

Nous remercions tout particulièrement **Resolve to Save Lives**, **BudgIT**, **l'Initiative législative pour le développement durable (LISDEL)**, **Nigeria Health Watch (NHW)**, **ONG-3D**, **SEND-Ghana** et tous les participants à l'atelier de validation de la boîte à outils qui s'est tenu à Abuja, au Nigeria, en juin 2022.

Cette boîte à outils a été élaborée grâce au soutien généreux de [Resolve to Save Lives](#).

Copyright © 2022 Global Health Advocacy Incubator (GHA), une initiative de Campaign for Tobacco-Free Kids. Ce document est fourni à titre de référence uniquement. Veuillez contacter GHA pour obtenir l'autorisation de l'adapter, de le publier ou de le diffuser.



Contenu

1 Planification de la campagne

2 Mise en œuvre de la campagne

3 Responsabilité budgétaire

4 Viabilité budgétaire



À propos de cette boîte à outils

La boîte à outils pour le plaidoyer budgétaire en matière de préparation aux épidémies est une ressource de formation basée sur le [Budget Advocacy Framework for Increased and Sustained Epidemic Preparedness Investment](#), développé par la [Global Health Advocacy Incubator](#) (GHA) [Prevent Epidemics program](#) avec le soutien de Resolve to Save Lives. Le *cadre de plaidoyer budgétaire* a été conçu afin de soutenir le plaidoyer en faveur d'investissements nationaux accrus et durables pour la préparation aux épidémies.

Cette boîte à outils de plaidoyer budgétaire présente comment mettre en œuvre chaque étape du cadre et propose des questions informatives, des feuilles de travail et des exemples nationaux afin de guider la planification et la mise en œuvre d'une campagne de plaidoyer pour le financement lié à la préparation aux épidémies.

Cycle du plaidoyer budgétaire et de la viabilité du financement



1 Planification de la campagne : mener une analyse du paysage politique et juridique et une évaluation de l'impact afin d'établir le bien-fondé d'une augmentation des investissements dans la préparation aux épidémies, et planifier la stratégie politique

2 Mise en œuvre de la campagne : créer des coalitions avec la société civile et le secteur universitaire, engager les décideurs politiques et générer une couverture médiatique et un soutien en faveur de l'augmentation du financement.

3 Responsabilité budgétaire : effectuer le suivi des allocations budgétaires et des dépenses des ressources accrues, identifier les goulets d'étranglement dans les dépenses, évaluer et renforcer les capacités afin de promouvoir la responsabilité et encourager la transparence et l'efficacité des dépenses.

4 Viabilité budgétaire : évaluer l'impact du programme, les besoins budgétaires du prochain cycle budgétaire, promouvoir différentes sources de financement et créer une demande afin de maintenir et augmenter l'investissement dans l'amélioration des indicateurs de santé à moyen et long terme.

Les activités décrites dans chaque étape de la boîte à outils ne sont pas toujours séquentielles et sont parfois menées simultanément, en fonction de l'environnement et des besoins locaux.



Planification de la campagne

Au cours de cette étape de la campagne, vous évalueriez l'impact des épidémies antérieures et effectuerez une analyse du paysage politique et juridique afin d'établir les arguments en faveur d'un investissement accru pour la préparation aux épidémies et la planification de la stratégie politique.

Une campagne de plaidoyer commence par une analyse du contexte. Cette analyse constitue la base de compréhension du contexte socio-politique du pays et identifie les décideurs clés, les alliés potentiels et les considérations juridiques afin d'informer le changement de politique nécessaire pour atteindre l'objectif de la stratégie. Cet objectif sera soutenu par des objectifs stratégiques ciblés et un plan stratégique.

Les modules suivants aideront à guider le processus de planification de la campagne.

Module 1.1 **Mener une analyse du contexte**

Module 1.2 **Définir les objectifs de la politique**

Module 1.3 **Élaborer un plan stratégique**



Module 1.1

Mener une analyse du contexte

Qu'est-ce qu'une analyse du contexte ?

Une analyse du contexte permet d'évaluer le contexte national spécifique afin de comprendre les changements de politique nécessaires et la stratégie de plaidoyer à mener pour atteindre l'objectif de la stratégie. L'analyse tient compte de l'histoire des épidémies dans le pays, de la préparation aux épidémies et des capacités de réponse, et comprend une cartographie des principaux facteurs de risque, des parties prenantes, de l'environnement politique, des cadres juridiques, de la capacité de plaidoyer de la société civile et de la présence médiatique. L'analyse doit saisir les attitudes du public, identifier les principaux décideurs et évaluer l'environnement sociopolitique.

L'analyse du contexte doit commencer par une étude documentaire des informations existantes afin de savoir plus sur la priorité accordée par le pays à la préparation aux épidémies et sur les possibilités de changement en prenant en compte les ressources pertinentes, y compris, mais sans s'y limiter :

- Score de [l'évaluation externe conjointe \(JEE\)](#) et priorités de mise en œuvre identifiées
- État de la mise en œuvre du [plan d'action national pour la sécurité sanitaire](#) (NAPHS)
- [Bases de données](#) et rapports de [l'Organisation mondiale de la santé \(OMS\)](#) sur l'historique des épidémies et l'état sanitaire des pays.
- Analyses d'impact sanitaire et économique élaborées par la [Banque mondiale](#) et d'autres organismes.

L'étude documentaire est importante pour : 1) éviter de répéter le travail déjà accompli ; 2) promouvoir la consolidation des recherches existantes et 3) identifier les lacunes en matière de connaissances qui peuvent être pertinentes pour garantir que le niveau de détail nécessaire soit inclus dans l'analyse du contexte. Ces informations peuvent être obtenues par des entretiens approfondis, des groupes de discussion, des analyses politiques et économiques et par d'autres moyens. L'analyse qui en résultera fournira un diagnostic clair de la situation à appliquer lors de la définition de la stratégie d'action et de plaidoyer du gouvernement

L'étude documentaire et les autres recherches identifiées nécessaires doivent couvrir cinq éléments clés des caractéristiques du pays : le contexte du pays, la cartographie politique, le processus budgétaire, l'analyse juridique et la cartographie des parties prenantes qui identifie les décideurs gouvernementaux, les parties prenantes non gouvernementales et les contacts avec les médias.



Une analyse du contexte comprend les éléments clés suivants :

A. CONTEXTE NATIONAL

La [feuille de travail sur le contexte national](#) explique le fonctionnement de cette partie de l'analyse du paysage.

Chaque pays dispose de circonstances distinctes qui influencent l'objectif stratégique et l'approche de la campagne. Le contexte national permet d'établir le bien-fondé du financement de la préparation aux épidémies sur la base de l'impact des épidémies antérieures et informe la demande et les priorités de changement politique de la campagne, les stratégies de campagne et les messages spécifiques qui trouveront un écho auprès du public et des décideurs politiques.

Comprendre le contexte national permettra d'identifier les besoins de financement pour informer les objectifs stratégiques de la campagne (Module 1.2) et d'identifier les spécificités nationales qui peuvent être utilisées lors de l'élaboration du plan de communication (Module 2.3).

Questions à prendre en compte lors de cette recherche sur le contexte national :

Prévalence et fardeau : l'histoire et l'impact des épidémies

- Quel est [l'impact sur la morbidité](#) du [pays](#) (problèmes de santé ayant le plus d'impact en termes de mortalité, de morbidité ou d'autres indicateurs) ?
- Quel est l'historique et l'impact des épidémies [précédentes et actuelles](#) qui pourraient contribuer à étayer les arguments stratégiques et de santé publique en faveur de la préparation aux épidémies ? Examinez l'impact des épidémies sur les échanges commerciaux, les voyages et l'économie globale - et tenez compte d'autres facteurs spécifiques au contexte - pour illustrer le coût sociétal global.
- Quelles sont les [caractéristiques démographiques](#) pertinentes qui ont trait à la dynamique sanitaire, économique et culturelle du pays - notamment [l'état de santé](#), le revenu moyen, la diversité culturelle, la densité de population et l'accès au système de santé ?
- Quelle part du [budget annuel est consacrée à la santé](#) ? Le pays atteint-il l'objectif de la Déclaration d'Abuja de consacrer au moins 15 % du budget national à l'amélioration du secteur de la santé ? Quel est le montant des dépenses de santé par habitant ?



Statut de mise en œuvre du Règlement sanitaire international (RSI 2005)

- Le pays dispose-t-il d'un [point focal national](#) (PFN) pour la mise en œuvre du RSI ?
- Le pays a-t-il participé à une [évaluation externe conjointe \(JEE\)](#) ? (Pour plus d'informations, voir Bell, Elizabeth et al, « [Joint External Evaluation-Development and Scale-Up of Global Multisectoral Health Capacity Evaluation Process](#). »)
- Le pays a-t-il développé un plan d'action national pour la sécurité sanitaire ([NAPHS](#)) basé sur le JEE ?
- Le plan d'action national pour la sécurité sanitaire (NAPHS) a-t-il été élaboré en utilisant les [repères de l'OMS](#) pour les capacités en matière de RSI ?
- Quels sont les objectifs et les cibles spécifiques de la mise en œuvre du plan d'action national pour la sécurité sanitaire (NAPHS) ?
- Y a-t-il des lacunes identifiées en matière de capacités des ressources humaines qui entravent la mise en œuvre du plan d'action national pour la sécurité sanitaire (NAPHS) aux niveaux national et régional et qui permettraient de justifier une augmentation budgétaire ?

Calcul des coûts, établissement du budget et financement

- Si un point focal national RSI a été désigné, le département, l'agence ou bureau dispose-t-il d'un financement adéquat ?
- Si le pays a participé à une évaluation externe conjointe (JEE), quelles sont les conclusions qui pourraient éclairer l'objectif stratégique et prioriser les besoins de financement ?
- S'il existe un financement pour la mise en œuvre du plan d'action national pour la sécurité sanitaire (NAPHS), ce financement est-il assuré par une ligne budgétaire ou une autre méthode ?
- Quel est le coût estimé de la mise en œuvre du plan d'action national pour la sécurité sanitaire (NAPHS) ?
- Quelles sont les sources de financement nationales et internationales pour la mise en œuvre du plan d'action national pour la sécurité sanitaire (NAPHS) ?
- Le financement de la sécurité sanitaire dépend-il des ministères, départements et agences (MDA) impliqués dans le RSI ?
- Le déblocage des fonds se fait-il en temps voulu ?
- Existe-t-il des goulots d'étranglement bureaucratiques qui empêchent le déblocage des fonds ?
- Existe-t-il des processus et des politiques pour «accélérer» le financement des urgences sanitaires ?
- Le pays a-t-il effectué une [évaluation de la cartographie des ressources de l'OMS](#) (REMAP) ?
- Quel est le déficit de financement pour la mise en œuvre du plan d'action national pour la sécurité sanitaire (NAPHS) ?
- Quel est l'état actuel de l'économie et les prévisions futures ?
- Quels sont les principaux moteurs de l'économie ?
- Quelle est la philosophie financière du parti au pouvoir ?

B. CARTOGRAPHIE POLITIQUE

La [*feuille de travail de la cartographie politique*](#) explique le fonctionnement de cette partie de l'analyse du contexte.

La structure gouvernementale et l'environnement politique déterminent les points d'accès et les leviers pour le changement de politique. Comprendre comment un gouvernement prend ses décisions et qui détient le pouvoir de décision est essentiel pour développer une campagne de plaidoyer efficace.

L'identification des agences gouvernementales responsables de chaque étape du processus budgétaire servira de base à la cartographie des décideurs gouvernementaux et à celle du processus budgétaire.

La cartographie politique est guidée par les questions suivantes :

Rôles et responsabilités

- Quelles démarches les agences gouvernementales et les parlementaires prennent-ils pour élaborer des lois, des règlements ou d'autres mesures pertinentes afin d'établir et quantifier les allocations budgétaires dans le processus budgétaire ?
- Quelles sont les institutions gouvernementales responsables de l'élaboration, de l'approbation et du versement des allocations budgétaires ? Quels rôles jouent-elles à différents moments du processus budgétaire ?
- Quel est le calendrier budgétaire depuis les premières étapes de l'élaboration du budget jusqu'à l'adoption et la signature de la loi ? Par exemple : 1) Cadre budgétaire élaboré en février ; 2) Projet de budget prévisionnel soumis en février ; 3) Prévisions budgétaires approuvées en mai ; 4) Le Ministre des Finances présente le budget approuvé en juin.

Facteurs influençant le budget

- Quel est le rôle des collectivités locales dans la détermination des priorités nationales ?
- Existe-t-il des cadres politiques ou des plans nationaux qui déterminent les priorités de financement ?
- Quand ont lieu les élections nationales ? Comment le cycle électoral peut-il influencer la campagne de plaidoyer ?
- Comment les intérêts et les priorités des partenaires internationaux du développement influencent-ils le budget de la sécurité sanitaire ?

Leviers politiques

- Quels sont les points d'accès et les possibilités de contribution à la définition des priorités de financement ?

- Qui sont les dirigeants politiques influents, les comités ou les agences qui conduisent ou approuvent les changements de politique ?
- Quelles sont les possibilités de faire de la préparation aux épidémies une priorité politique pendant un cycle électoral ou une année budgétaire ?
- Existe-t-il des cadres politiques en cours d'élaboration, tels que les plans de développement nationaux à moyen terme, qui peuvent être des véhicules pour établir ou confirmer la préparation aux épidémies comme une priorité de financement national ?

Programme de santé

- La santé ou la sécurité sanitaire figurent-elles à l'ordre du jour national et sont-elles conformes aux dispositions du RSI ?
- Existe-t-il un soutien politique exprimé en faveur des programmes de santé ? Si oui, ce soutien est-il assorti d'engagements financiers appropriés ?

C. PROCESSUS BUDGÉTAIRE

La [feuille de travail du processus de cartographie budgétaire](#) explique le développement de cette partie de l'analyse du contexte.

Le processus et calendrier budgétaires déterminent le type et le moment des activités de plaidoyer. La création d'un schéma de chaque phase du processus budgétaire illustrera quelles agences ou administrations doivent être engagées et à quel moment du processus budgétaire. Le calendrier indiquera les étapes à suivre pour atteindre les objectifs stratégiques (Module 1.2) ainsi que les meilleurs points d'accès pour faire face aux retards bureaucratiques ou à d'autres défis lors de la planification de pérennisation (Module 4).

Considérations lors de l'analyse du processus budgétaire :

- Quelles allocations ou décisions budgétaires sont pertinentes pour le financement de la préparation aux épidémies ?
- Quelles sont les étapes nécessaires pour établir et déterminer les allocations budgétaires, et quelles sont les étapes nécessaires pour que les organes gouvernementaux puissent accéder aux fonds ?
- Quel est le calendrier budgétaire, depuis son élaboration jusqu'à son adoption par le parlement et le pouvoir exécutif ?
- Existe-t-il des cadres budgétaires nationaux ou des départements de la santé qui donnent la priorité aux dépenses pendant et au-delà du prochain cycle budgétaire ?
- Quelles sont les voies de financement actuelles et potentielles, telles qu'une ligne budgétaire, pour soutenir le financement de la sécurité sanitaire ?
- Quels sont les sources et les types de financement non gouvernementaux pour la préparation aux épidémies, tels que les subventions et les prêts des bailleurs de fonds étrangers (le [programme REDISSE de la](#) Banque mondiale, etc.), ou le secteur privé ?
- Les sources de financement sont-elles pérennes ?

D. ANALYSE JURIDIQUE

La *feuille de calcul de l'analyse juridique* susoutient le développement de cette partie de l'analyse du paysage.

Une analyse juridique préliminaire est une analyse approfondie des lois, réglementations et autres mesures actuelles et en cours qui sont pertinentes dans le cadre de l'objectif politique. Idéalement, cette analyse est menée par un avocat qui connaît bien le système juridique local et les questions liées à l'objectif comme la préparation aux épidémies et les processus budgétaires.

L'analyse juridique fournit une vue d'ensemble des mesures législatives et réglementaires pertinentes, y compris leurs forces et faiblesses, dans le contexte de l'objectif politique. Par exemple, l'analyse peut identifier qu'il existe un fonds gouvernemental pour la *réponse aux épidémies*, mais aucune disposition pour le financement de la *préparation aux épidémies*. L'analyse doit également résumer les organes gouvernementaux - tels que les ministères et les agences - qui sont pertinents pour l'objectif politique, y compris leurs mandats et la portée de leur autorité. Ces informations permettent de clarifier si les organes gouvernementaux appropriés existent et disposent de l'autorité nécessaire pour atteindre l'objectif d'une telle politique.

Les informations recueillies dans l'analyse juridique permettront de déterminer les objectifs stratégiques (module 1.2) et de tracer les orientations potentielles pour atteindre l'objectif de la politique. S'il existe plusieurs options, des considérations stratégiques et autres peuvent être ajoutées à l'analyse afin d'éclairer la décision sur l'orientation à suivre.

Les éléments clés d'une analyse juridique comprennent une évaluation qui couvre les considérations suivantes :

1. Cadre juridique :

Quelles sont les lois, réglementations et autres mesures actuelles et en cours d'élaboration qui affectent et pourraient améliorer la préparation aux épidémies et le financement de la mise en œuvre du plan d'action national pour la sécurité sanitaire (NAPHS) ? Inclure les stratégies ou plans d'action gouvernementaux et les politiques. Des lois distinctes traitant de questions similaires doivent-elles être modifiées, simplifiées ou alignées ? Analyser quels ministères, agences et services disposent des responsabilités pertinentes pour la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation, et s'ils ont l'autorité nécessaire et appropriée pour atteindre l'objectif fixé par la stratégie. Dans la mesure du possible, évaluer si les mesures actuelles sont mises en œuvre et financées de manière appropriées. Si c'est le cas, évaluez ce qui fonctionne bien et ce qui pourrait être développé davantage. Si ce n'est pas le cas, essayez d'identifier les catégories de problèmes existants, tels que les contraintes au niveau des ressources, le manque de personnel qualifié ou le manque de volonté politique.

2. Processus législatif/réglementaire :

Quelles sont les procédures et quels sont les délais pour introduire et promulguer une législation et publier des règlements, ou d'autres mesures pertinentes telles que des directives ? Incluez dans l'analyse les étapes formelles et informelles. Déterminez les points clés des efforts de sensibilisation, tels que des sessions de commentaires publics. Identifiez les comités et les ministères, les services et les agences qui sont chargés du suivi ou de la surveillance de telles politiques.

3. Lacunes juridiques :

Quelles sont les faiblesses du cadre juridique national qui constituent des obstacles à la mise en œuvre des capacités en matière de RSI ? Analyser la législation sur les urgences sanitaires, les règlements et autres mesures visant à soutenir la préparation aux épidémies et les flux de financement. Les éléments d'un cadre juridique peuvent être trouvés dans le Guide de Resolve to Save Lives intitulé « 12 caractéristiques d'une loi d'urgence efficace en matière de santé publique ».

4. Solutions législatives :

Quelles sont les orientations potentielles, législatives, réglementaires ou autres, pour atteindre l'objectif de la politique ? Analyser et décrire les opportunités identifiées.

5. Mise en œuvre des cadres juridiques :

Le pouvoir législatif veille-t-il à ce que les cadres juridiques existants soient mis en œuvre par le pouvoir exécutif, par le biais d'auditions et d'autres mécanismes de contrôle ?

Pour plus d'informations sur la réalisation d'une analyse juridique, voir le document de la Global Health Advocacy Incubator intitulé « [Legal Issues in the Design and Implementation of Public Health Measures](#). »

E. CARTOGRAPHIE DES PARTIES PRENANTES

Les [feuilles de travail Cartographie des décideurs gouvernementaux](#), [Cartographie des parties prenantes non gouvernementales](#) et [Cartographie des médias](#) expliquent cette partie de l'analyse du contexte.

Il est essentiel de comprendre qui sont les parties prenantes, les décideurs et les influenceurs politiques qu'il va falloir cibler pour atteindre les objectifs d'une telle politique. La cartographie des décideurs gouvernementaux, des parties prenantes non gouvernementales et des médias permettra d'identifier les partenaires, alliés et représentants politiques potentiels à contacter et les voies à emprunter pour amplifier les messages. Vous devrez également vous familiariser avec les positions des décideurs sur le changement de politique et anticiper toute opposition que vous pourriez rencontrer.

1. Décideurs gouvernementaux

Les décideurs gouvernementaux sont des personnes ayant l'autorité et l'influence nécessaires pour façonner et approuver les politiques et fixer les allocations et les versements budgétaires. Votre campagne devra atteindre ces décideurs, ainsi que les personnes qui peuvent les influencer, pour atteindre les objectifs stratégiques. Pensez aux principaux postes gouvernementaux ainsi qu'aux autres personnes qui jouent un rôle dans le processus de prise de décision au sein des ministères, départements ou agences du gouvernement et du corps législatif.



Les fonctionnaires et le personnel gouvernemental peuvent être des alliés efficaces en matière de plaidoyer en suscitant le soutien et l'intérêt de leurs collègues, en facilitant les réunions, en permettant l'accès au processus législatif ou réglementaire et en créant des opportunités médiatiques pour accroître et construire une large sensibilisation publique et politique.

Les décideurs seront référencés pour développer les objectifs politiques (module 1.2) et le plan stratégique (module 1.3).

Questions à prendre en compte lors de la cartographie des décideurs gouvernementaux :

- Qui sont les décideurs du gouvernement ayant autorité sur la politique et le financement de la préparation aux épidémies ?
- Les parties prenantes gouvernementales plaident-elles pour que la préparation aux épidémies soit une priorité politique nationale ? Si oui, qui sont-elles ? Quelle position occupent-elles ? Quel est leur principal objectif politique ?
- À quelles stratégies ou activités les parties prenantes gouvernementales ont-elles participé pour améliorer la préparation aux épidémies et prévenir les épidémies ?
- Existe-t-il des comités directeurs ou des groupes de travail intergouvernementaux axés sur la sécurité sanitaire ? Si oui, comment ces organes sont-ils structurés ? Quels sont les mandats, les rôles et les responsabilités de chaque groupe gouvernemental ?
- Qui participe aux comités de pilotage multisectoriels et aux groupes de travail liés à la préparation aux épidémies ? Quels sont les rôles et les relations de pouvoir des parties prenantes gouvernementales dans ces groupes de travail ?
- Quelles sont les parties prenantes gouvernementales qui sont des alliés potentiels ou des représentants politiques à impliquer dans la campagne ?

2. Parties prenantes non gouvernementales

La société civile, le secteur privé, les partenaires internationaux ou les bailleurs de fonds et d'autres parties prenantes non gouvernementales peuvent être impliqués ou autrement intéressés par le budget de préparation aux épidémies et les questions politiques connexes. Ils peuvent soutenir votre programme et être intéressés à se joindre à la campagne ; certains peuvent également avoir de l'influence ou des relations avec les décideurs gouvernementaux.

Ces parties prenantes seront référencées dans le module 1.2, « Créer une coalition de défenseurs ».

Questions à prendre en compte lors de la cartographie des parties prenantes non gouvernementales :

- Qui sont les principales parties prenantes non gouvernementales - par exemple, les organisations de la société civile (OSC), les institutions universitaires et les représentants du secteur privé - qui travaillent sur la préparation aux épidémies au niveau national ou local ?
- À quelles activités ou campagnes les parties prenantes non gouvernementales ont-elles participé en ce qui concerne la préparation aux épidémies et l'impact des épidémies ? La demande publique de sécurité sanitaire fait-elle partie de la conversation nationale lors des sessions des parties prenantes organisées par le gouvernement ou rapportée par les médias ? Par exemple les OSC qui s'engagent dans un plaidoyer permanent en faveur des soins de santé universels, de l'équité en matière de santé ou d'une meilleure réponse du gouvernement aux épidémies récurrentes telles que le choléra. Quel est le paysage non gouvernemental pour le plaidoyer lié à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) de l'OMS ?
- Existe-t-il des coalitions qui se concentrent sur la santé, la sécurité sanitaire ou le plaidoyer budgétaire ?
- Les organisations non gouvernementales (ONG) participent-elles aux comités directeurs et aux groupes de travail multisectoriels du gouvernement liés à la préparation aux épidémies ? Si oui, quel est leur rôle et leur principal objectif politique ?
- Quelles ONG devraient contribuer à l'élaboration de la stratégie de plaidoyer de votre campagne ?
- Quelle formation et quel renforcement des capacités en matière de plaidoyer budgétaire sont nécessaires aux membres de la coalition pour plaider en faveur de la préparation aux épidémies et de l'augmentation du budget ?

Pour plus d'informations sur les parties prenantes non gouvernementales et la création de coalitions, voir la Global Health Advocacy Incubator, « [Advocacy Action Guide: A Toolkit for Strategic Policy Advocacy Campaigns](#) », section 3 (« Forte coordination au sein du partenariat »).

3. Médias

Les médias contribuent à façonner les perceptions du public. La cartographie des médias et des plateformes les plus influents peut vous aider à élaborer une stratégie de communication visant à renforcer le soutien public et politique au financement de la préparation aux épidémies tout au long de la campagne de plaidoyer.

Ces informations contribueront au plan stratégique (module 1.3) et au plan de communication (module 2.3).



Questions à prendre en compte pour cartographier le paysage médiatique :

- Quelles sont les plateformes médiatiques (en ligne, presse écrite, télévision, radio) qui touchent le plus efficacement les dirigeants du gouvernement et le public ?
- Quels sont les médias les plus influents et les plus populaires ? Pensez aux journaux imprimés ou numériques, aux chaînes de télévision et aux stations de radio.
- Quelles sont les plateformes de médias sociaux les plus populaires ? Qui sont les influenceurs et les leaders d'opinion sur ces plateformes ?
- Les épidémies et la préparation aux épidémies font-elles l'objet d'une couverture médiatique et de conversations sur les médias sociaux ? Si oui, y a-t-il des thèmes communs à ces histoires ?



Module 1.2

Définir les objectifs politiques

La [feuille de travail « Développer des objectifs des politiques »](#) permet d'identifier les objectifs politiques.

Chaque campagne de plaidoyer a un but, tel que « l'augmentation du financement pour la préparation et la réponse aux épidémies ». Les objectifs politiques de la campagne décrivent les changements nécessaires pour atteindre ce but.

Comment définir l'objectif politique, l'action du gouvernement pour augmenter le financement de la préparation aux épidémies :

Une campagne réussie commence par des objectifs clairs, spécifiques, mesurables, réalisables, pertinents et limités dans le temps (SMART). Assurez-vous que vos objectifs soient liés au changement de politique et aux preuves existantes et qu'ils soient informés par l'analyse du contexte. Dans l'idéal, votre objectif politique devra combler une lacune dans le financement ou l'environnement politique existant et fournir une solution fondée sur des preuves. Ces objectifs s'appuieront sur les informations que vous avez recueillies dans les feuilles de travail de l'analyse du contexte.

Les objectifs politiques doivent toujours contenir trois éléments clés :

- **« Acteur » ou décideur de la politique.** La ou les personnes ou l'organe de décision ayant le pouvoir de faire du changement de politique une réalité.

Exemples : Membre du Parlement, ministre, commission parlementaire compétente, assemblée législative régionale ou cabinet ministériel.

Les acteurs pertinents pour chaque étape du processus budgétaire peuvent être identifiés grâce à la feuille de travail de la cartographie des décideurs gouvernementaux.

- **« Action » politique.** La décision que vous voulez que l'acteur prenne et la voie ou le processus réglementaire à suivre pour que l'action soit prise. L'évaluation des lois, règlements et processus existants permet de déterminer comment réaliser l'action politique, par quel(s) acteur(s) ou processus, et la date cible de l'action.

Exemples : promulguer, modifier ou abroger une politique, établir une nouvelle ligne budgétaire, allouer des fonds ou émettre un mandat pour effectuer un changement.

Les actions politiques bénéfiques peuvent être identifiées grâce à la feuille de travail du contexte national (en particulier la question des « lacunes en matière de financement ») et à la feuille de travail de l'analyse juridique (en particulier la section « Solutions législatives »).

- **Date limite pour le changement.** La date à laquelle vous souhaitez obtenir l'action.

Voici un exemple d'objectif politique générique pour le plaidoyer budgétaire, avec un acteur, une action et un calendrier précis :

D'ici décembre 2023, le Parlement approuvera une augmentation de dix pour cent du budget national de la santé.

Module 1.3

Élaborer un plan stratégique

La [feuille de travail sur le plan stratégique](#) explique le développement du plan stratégique.

Qu'est-ce qu'un plan stratégique ?

Le plan stratégique présente les stratégies de plaidoyer basées sur les informations obtenues grâce à l'analyse du paysage. Le plan stratégique comprend les objectifs politiques et les actions nécessaires pour chaque étape de la campagne, avec des échéances et des indicateurs de succès qui peuvent être suivis et évalués. Le plan stratégique est un document vivant qui est référencé et mis à jour tout au long de la campagne afin de guider la campagne et de tenir compte des changements au fur et à mesure de l'évolution du contexte.

Schéma du plan stratégique :

1. Objectif politique

Énoncez les objectifs politiques en utilisant les critères SMART (Spécifiques, Mesurables, Atteignables, Pertinents et Limités dans le Temps) pour identifier clairement l'acteur politique, l'action politique et la durée de réalisation de l'action. Les objectifs de la politique auront été définis à l'aide de la feuille de travail Développer des objectifs de la politique.

2. Indicateur de réussite

Décrire ce qui représentera le succès de l'objectif.

Exemples :

- *Le président a proposé une augmentation du budget.*
- *La commission budgétaire a proposé une augmentation du budget.*
- *Le parlement adopte une augmentation budgétaire.*
- *Le plan de développement économique du pays comprend des priorités en matière de préparation aux épidémies.*

3. Stratégies

Les stratégies sont les approches générales que la campagne adoptera pour atteindre l'objectif politique. Les stratégies courantes comprennent l'engagement des décideurs politiques, la création de coalitions, le renforcement de la couverture médiatique et la sensibilisation par la diffusion d'informations. Les stratégies peuvent être basées sur la colonne « Opportunités » de la feuille de travail « *Cartographie des décideurs gouvernementaux* », qui doit suggérer des moyens spécifiques pour motiver ou soutenir les décideurs individuels.

4. Activités

Chaque stratégie est soutenue par des activités, qui sont les actions que la campagne entreprendra pour atteindre l'objectif politique. Parmi les exemples d'activités, citons : la conservation des informations, l'élaboration et la diffusion de documents d'orientation, le renforcement des capacités de plaidoyer parmi les membres de la coalition, l'engagement des responsables politiques du gouvernement, à travers l'organisation de forums politiques, et l'identification des types et du calendrier des engagements médiatiques. Soyez aussi précis que possible et tenez compte du cycle budgétaire dans votre planification. Les questions ci-dessous peuvent aider à déterminer les activités spécifiques qui seront les plus efficaces pour chaque campagne en particulier.

Chaque stratégie et activité sera définie par ces considérations :

- **Environnement politique :** Tenir compte a) du contexte politique ; b) de la volonté politique de soutenir l'objectif stratégique ; c) des activités législatives actives liées à l'objectif politique (ce qui permettra d'encadrer les activités dans le cadre de la politique actuelle) ; et d) les représentants potentiels de la politique au sein du gouvernement. Les décideurs pertinents et les responsables politiques influents auront été identifiés dans les *feuilles de travail Développement des objectifs politiques et Cartographie des décideurs gouvernementaux*.
- **Politiques/Plans pertinents :** Fournir un résumé des politiques ou plans de travail existants qui sont pertinents pour l'objectif stratégique poursuivi. Indiquez notamment s'il existe une agence focale RSI, le score JEE et le statut de mise en œuvre du plan d'action national (NAPHS). Ces informations auront été identifiées dans la feuille de travail sur *le contexte national*.
- **Publics cibles :** Déterminez les publics cibles primaires (les individus qui peuvent directement influencer le changement, notamment les décideurs gouvernementaux) et secondaires (ceux qui influencent le processus, notamment les parties prenantes non gouvernementales) pour atteindre l'objectif de la politique. Quelle est la meilleure façon de les atteindre ? Vous trouverez ces informations dans les feuilles de travail *Cartographie des décideurs gouvernementaux et Cartographie des parties prenantes non gouvernementales*. La [*feuille de travail Cartographie du pouvoir*](#) peut aider à hiérarchiser les publics en représentant visuellement les parties prenantes les plus intéressées et les plus influentes.
- **Plaidoyer auprès des médias :** Réfléchissez aux stratégies médiatiques qui seront nécessaires pour que votre objectif reste visible et soit considéré comme un problème de santé publique crucial, pour exposer les décideurs et le public aux preuves, pour promouvoir des solutions aux défis politiques, pour inciter les décideurs à agir et le public à manifester son soutien. Ces approches peuvent intégrer des médias privés (par exemple, un blog ou un site web), des médias acquis (couverture dans un média tiers), des médias payants (publicité) et des médias sociaux pour créer un environnement favorable au changement de politique. Ces stratégies seront soutenues par le *plan de communication*, abordé dans le module suivant.

5. Personne(s) responsable(s)

- Quelles organisations et quels individus de la campagne de plaidoyer seront responsables de la réalisation de chaque activité ? Tenez compte des compétences, des contacts et des autres atouts de chaque défenseur. Ces questions seront examinées plus en détail dans le Module 2, par le biais de la fiche de travail *Créer une coalition de défenseurs*.

6. Besoins en informations et en ressources

- **Prévalence, Fardeau et Règlement sanitaire international (RSI 2005) :** Quelles informations de base sont pertinentes pour justifier la préparation aux épidémies ? Décrire les informations pertinentes sur l'impact de la morbidité, y compris les épidémies endémiques et récurrentes qui soutiennent l'objectif de la politique et le statut de mise en œuvre du plan d'action national. Ces informations peuvent être trouvées dans la fiche de travail sur *le contexte national*.
- **Recherche et plans liés à la politique :** Décrivez les recherches disponibles dans le contexte de votre objectif politique et comment ces recherches peuvent être utilisées pour soutenir le plaidoyer. Par exemple, quelles sont les recherches ou les données disponibles sur l'impact des épidémies antérieures, le coût-bénéfice de la préparation par rapport à la perte de vies humaines et de moyens de subsistance ? Si les recherches sont insuffisantes, quelles sont les possibilités de nouvelles recherches pour soutenir l'objectif politique, et qui pourrait être en mesure de mener les recherches ? Si une nouvelle recherche axée sur les politiques est prévue, ce calendrier correspond-il au calendrier de plaidoyer ?
- **Alliés et partenaires :** Quelles sont les principales parties prenantes et organisations déjà impliquées dans des travaux de plaidoyer ou de politique pertinents (pensez aux OSC, aux institutions universitaires, aux organismes et organes gouvernementaux) ? Vous pouvez vous référer à la fiche de travail *Cartographie des parties prenantes non gouvernementales*. Quelles sont les nouvelles parties prenantes et organisations potentielles à impliquer dans la campagne ? Quelles stratégies permettront de rassembler le plus efficacement possible toutes les parties prenantes pour faire avancer votre objectif politique ?
- **Ressources nécessaires :** Quelles sont les ressources nécessaires pour mener à bien chaque activité ? Il peut s'agir de fonds ou d'autres ressources matérielles, de preuves, de réseaux et de médias payants.

Obstacles potentiels

Quelles sont les raisons pour lesquelles l'objectif politique pourrait ne pas être atteint (par exemple, un manque de sensibilisation et de volonté politique ou d'autres priorités concurrentes). Les défenseurs de la cause et les responsables gouvernementaux peuvent ne pas être conscients des objectifs de capacité en matière de sécurité sanitaire et des lacunes de financement. Les stratégies de la campagne doivent tenir compte de ces obstacles et être en mesure de les surmonter.

Pour plus d'informations sur l'élaboration d'un plan stratégique, veuillez consulter « [Guide de l'action de plaidoyer : une boîte à outils pour les campagnes stratégiques de plaidoyer politique](#), » section 5 (« Planification stratégique »).



Feuilles de travail de l'étape 1

[Contexte national \(Module 1.1.A\)](#)

[Cartographie politique \(Module 1.1.B\)](#)

[Cartographie du processus budgétaire \(Module 1.1.C\)](#)

[Analyse juridique \(Module 1.1.D\)](#)

[Cartographie des décideurs gouvernementaux \(module 1.1.E.1\)](#)

[Cartographie des parties prenantes non gouvernementales \(module 1.1.E.2\)](#)

[Cartographie des médias \(module 1.1.E.3\)](#)

[Développer des objectifs politiques \(Module 1.2\)](#)

[Plan stratégique \(Module 1.3\)](#)

[Cartographie du pouvoir \(Module 1.3.4\)](#)

Exemples nationaux

Au Nigéria et au Sénégal, les analyses du contexte ont permis de définir un objectif politique clair et ont servi de base à l'élaboration des approches de plaidoyer et à l'engagement avec les partenaires de la société civile.

Nigeria

Au niveau national, l'évaluation du contexte a permis d'identifier une opportunité de créer un élan en faveur du financement d'une ligne budgétaire pour le Centre de contrôle des maladies du Nigéria (NCDC) et l'adoption de la loi sur la santé publique et sur le NCDC en 2018. Grâce au financement, le budget du NCDC a plus que doublé entre l'année 2019 et l'année 2022.

Au niveau des États, à Kano et à Lagos, les évaluations du contexte et les discussions avec les départements et agences gouvernementaux concernés, ainsi qu'avec les OSC, ont suggéré qu'une nouvelle ligne budgétaire pour les services de santé publique était la meilleure cible pour les campagnes de plaidoyer. Chaque campagne a réussi à obtenir une nouvelle ligne budgétaire pour la préparation aux épidémies au cours de la première année de plaidoyer.



Sénégal

L'évaluation du contexte et les discussions avec les partenaires de la société civile ont indiqué qu'une étude de faisabilité aiderait à faire valoir le bien-fondé et à susciter un soutien pour l'augmentation des investissements dans la préparation aux épidémies. L'étude, intitulée « Projet d'Appui à la Prise en Charge des Crises et Urgences Sanitaires au Sénégal » (PAPCCUSS), comprenait une analyse coûts-avantages convaincante. L'étude a suscité une volonté politique de financement au niveau de tous les secteurs, ce qui a conduit à l'inclusion de la proposition dans le programme d'investissement public du ministère de la Santé pour 2021-2023.

Pour plus d'informations, voir les études de cas suivantes : [Epidemic Preparedness in Nigeria : Making the Case for Increased Federal, State and Local Investments](#) et [Epidemic Preparedness in Senegal](#)



Ressources

Sommet africain sur le VIH/sida, la tuberculose et les autres maladies infectieuses connexes, « Déclaration d'Abuja sur le VIH/SIDA, la tuberculose et les autres maladies infectieuses » (2001).
<https://au.int/sites/default/files/pages/32894-file-2001-abuja-declaration.pdf>

Bell E, Tappero JW, Ijaz K, et al. « Évaluation externe conjointe - Développement et mise à l'échelle du processus mondial d'évaluation des capacités sanitaires multisectorielles » (2017)
<https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC5711324/>

Blake P, Wadhwa D, « Revue de l'année 2020 : l'impact de COVID-19 en 12 graphiques »
<https://blogs.worldbank.org/voices/2020-year-review-impact-covid-19-12-charts>

Global Health Advocacy Incubator, Advocacy Action Guide,
<https://advocacyincubator.org/wp-content/uploads/2019/01/Final-Advocacy-Action-Guide.pdf>

Global Health Advocacy Incubator, « Outils de plaidoyer », (en anglais)
<https://advocacyincubator.org/ghai-advocacy-tools/>

Global Health Advocacy Incubator, Budget Advocacy Framework,
<https://advocacyincubator.org/budget-advocacy-framework/>

Global Health Advocacy Incubator, Epidemic Preparedness in Nigeria : Making the Case for Increased Federal, State and Local Investments,
<https://advocacyincubator.org/wp-content/uploads/2021/09/GHAI-PE-Nigeria-Case-Study-Sept-2021.pdf>

Global Health Advocacy Incubator, Préparation aux épidémies au Sénégal,
https://advocacyincubator.org/wp-content/uploads/2021/04/Case_Study_Epidemic_Preparedness_Senegal.pdf

Global Health Advocacy Incubator, « Legal Issues in the Design and Implementation of Public Health Measures » (Questions juridiques relatives à la conception et à la mise en œuvre de mesures de santé publique).
https://advocacyincubator.org/wp-content/uploads/2021/11/Legal_issues_public_health_measures.pdf

Incubateur de plaidoyer pour la santé mondiale, « Prévenir les épidémies ».
<https://advocacyincubator.org/preventing-epidemics/>

Resolve to Save Lives, « 12 caractéristiques d'une loi d'urgence de santé publique efficace ».
<https://preventepidemics.org/covid19/resources/12-characteristics-of-an-effective-public-health-emergency-law/>

Nations unies, « Objectifs de développement durable », (en anglais)
https://sdgs.un.org/#goal_section

Banque mondiale, « Dépenses courantes de santé par habitant ».
<https://data.worldbank.org/indicator/SH.XPD.CHEX.PC.CD>

La Banque mondiale, «Préparation et réponse aux épidémies».
<https://www.worldbank.org/en/results/2020/10/12/epidemic-preparedness-and-response>

Banque mondiale, « From Panic and Neglect to Investing in Health Security : Financement de la préparation aux pandémies au niveau national, décembre » (2017),
<https://www.worldbank.org/en/topic/pandemics/publication/from-panic-neglect-to-investing-in-health-security-financing-pandemic-preparedness-at-a-national-level>

Banque mondiale, « Santé ».
<https://data.worldbank.org/topic/8>

Banque mondiale, « Population mondiale ».
<https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL>

Organisation mondiale de la santé, « Faire progresser le droit à la santé : Le rôle vital du droit » (2017),
<https://apps.who.int/iris/handle/10665/252815>

Organisation mondiale de la santé, « Questions budgétaires pour la santé : Questions clés de formulation et de classification », 2018,
<https://www.who.int/publications/i/item/WHO-HIS-HGF-PolicyBrief-18.4>



Organisation mondiale de la santé, « Nouvelles des épidémies ».

<https://www.who.int/emergencies/disease-outbreak-news>

Organisation mondiale de la santé, « Observatoire de la santé mondiale ».

<https://www.who.int/data/gho/data/countries>

Organisation mondiale de la santé, « Évaluation externe conjointe ».

<https://www.who.int/emergencies/operations/international-health-regulations-monitoring-evaluation-framework/joint-external-evaluations>

Organisation mondiale de la santé, « Cartographie du risque et de la distribution des épidémies dans la Région africaine de l'OMS : Un rapport technique », [2016],

<https://apps.who.int/iris/handle/10665/206560>

Organisation mondiale de la santé, « Points focaux nationaux ».

<https://www.who.int/teams/ihr/national-focal-points>

Organisation mondiale de la santé, « NAPHS for all : Guide de mise en œuvre par pays du plan d'action national pour la sécurité sanitaire (NAPHS) », [2019],

<https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/312220/WHO-WHE-CPI-19.5-eng.pdf?sequence=1>

Organisation mondiale de la santé, « Resource mapping - REMAP » (cartographie des ressources)

<https://extranet.who.int/sph/resource-mapping>

Organisation mondiale de la santé, « Resource mapping and impact analysis on health security investment (REMAP) : strategic partnership for IHR (2005) and health security (SPH) ». Organisation mondiale de la santé, [2019],

<https://apps.who.int/iris/handle/10665/329385>

Organisation mondiale de la santé, « SCORE Country Profiles ».

<https://www.who.int/data/data-collection-tools/score/country-profiles>

Organisation mondiale de la santé, « WHO Benchmarks for International Health Regulations (IHR) Capacities »,

<https://apps.who.int/iris/handle/10665/311158>



Mise en œuvre de la campagne

Au cours de cette étape de la campagne, vous allez constituer des coalitions, engager les décideurs politiques, générer une couverture médiatique et mobiliser le soutien en faveur d'un financement accru.

Une fois que le contexte est compris, que l'objectif politique est défini et que la stratégie nationale est élaborée, il est temps de mettre en œuvre la campagne de plaidoyer. Celle-ci comprend trois éléments clés, dont chacun sera traité dans un module séparé :

Module 2.1 **Construire une coalition de défenseurs**

Module 2.2 **Engager les décideurs politiques et créer un environnement favorable**

Module 2.3 **Concevoir une campagne de plaidoyer dans les médias**



Module 2.1

Construire une coalition de défenseurs

La [feuille de travail Construire une coalition](#) explique les activités de ce module.

Comment la création de coalitions peut favoriser le changement de politique :

Travailler en coalition ou en partenariat avec d'autres est la meilleure façon de démontrer le soutien à l'objectif de votre politique. La nature de l'engagement peut varier en fonction de l'objectif.

Les coalitions peuvent être plus ou moins structurées et peuvent se continuer indéfiniment ou prendre fin après l'atteinte d'une étape spécifique.

Les coalitions composées d'organisations de la société civile (OSC) et d'autres organisations non gouvernementales (ONG) contribueront à maintenir la préparation aux épidémies au premier plan du discours public et politique :

- Générer un élan social.
- Assurer la couverture médiatique du sujet par le biais de communiqués de presse et d'articles d'opinion, d'invitations de journalistes à assister aux événements de la campagne et d'autres activités.
- Tirer parti de la capacité de rassemblement des membres de la coalition grâce à leurs réseaux, ce qui contribue à une forte participation aux forums politiques et autres événements.
- Renforcer la sensibilisation des parties prenantes et amplifier les messages de préparation aux épidémies.
- Coordonner la contribution des parties prenantes à la législation en cours et aux plans de développement de la santé publique.
- Fournir une assistance technique et des points de discussion aux décideurs politiques.

Comment construire une coalition de la société civile :

- Cartographier les OSC afin de dresser une liste complète des personnes impliquées dans le plaidoyer en faveur des politiques de santé et du budget en vous référant à la feuille de travail sur *la cartographie des parties prenantes non gouvernementales*.
- Par le biais de recherches et de réunions, établir le profil des membres potentiels de la coalition en termes d'intérêt, d'expertise, d'expérience et de valeur ajoutée aux efforts de plaidoyer. Les points à prendre en compte sont les suivants :
 - Quelles sont les questions d'actualité spécifiques qu'elles abordent (par exemple, un sujet de santé particulier, un accent sur le financement de la santé, la gouvernance, la réforme législative, etc.)
 - Se concentrent-ils sur le plaidoyer au niveau national et/ou local ?
 - Quelles sont les principales forces de l'organisation (par exemple, les communications, les médias traditionnels ou sociaux, l'engagement direct des décideurs politiques, les membres etc.)



- Dans quelles autres campagnes se sont-elles engagées ?
- Si vous ciblez les législateurs, quelles sont leurs demandes actuelles ? Y a-t-il un chevauchement ou une concurrence potentielle avec l'objectif de vos politiques ?
- Quel rôle l'organisation pourrait-elle jouer dans la campagne ?
 - › Niveau de base : partage d'informations et communication pure
 - › Niveau intermédiaire : coordination de certaines activités conjointes occasionnelles
 - › Niveau élevé : collaboration étroite et co-organisation d'une part importante de toutes les activités à venir
- Définir une vision et des objectifs (ou un mandat) pour la coalition proposée, identifier et recruter des membres potentiels.
- Pour former la coalition, identifiez les rôles de leadership, la fréquence des réunions et les modes de communication.
- Coordonner les activités de plaidoyer afin d'amplifier les messages de la campagne par le biais de tables rondes, de réunions avec les décideurs politiques et de médias sociaux.

Comment soutenir une coalition de la société civile :

Vous pouvez soutenir une coalition solide de la société civile en organisant régulièrement des réunions, des appels, des courriels ou des messages de groupe pour aligner les objectifs des politiques, établir des plans, partager et mettre à jour les informations et définir les rôles, les responsabilités et les délais.

Actions pour soutenir une coalition :

- Élaborer et partager des points de discussion, des documents de référence et des fiches d'information pour le plaidoyer.
- Partager des ressources et des mises à jour législatives pour soutenir le développement et la révision des messages de la campagne.
- Organiser des sessions pour les parties prenantes, des tables rondes et des forums politiques qui rassemblent les membres de la coalition, les décideurs politiques du gouvernement et les médias afin de stimuler l'action vers l'objectif politique. Assurez-vous de la participation des parties prenantes concernées.
- Inviter les décideurs politiques à défendre les activités en vue de leur validation.
- Rédiger des lettres conjointes, des communiqués de presse et des articles d'opinion afin de maintenir la préparation aux épidémies en tête de l'agenda public et politique.
- Désigner des représentants politiques et des experts pour participer aux conférences de presse, aux interviews, aux visites de sites et aux activités de médias sociaux.
- Organiser des cérémonies de remise de prix et des événements de presse pour récompenser les ONG, les médias et les acteurs gouvernementaux engagés dans le plaidoyer

Module 2.2

Engager les décideurs politiques et créer un environnement favorable

La [feuille de travail Engager les décideurs](#) explique les activités de ce module.

Un engagement régulier avec les dirigeants politiques permet d'accroître les échanges, d'instaurer la confiance et de renforcer la volonté politique d'action du gouvernement pour atteindre l'objectif des politiques.

Les moyens d'impliquer les décideurs politiques :

- Obtenir des engagements fermes de la part des décideurs politiques pour soutenir le financement de la préparation aux épidémies lors d'événements et rendre publique leurs déclarations publiques.
- Identifier et inviter les responsables gouvernementaux à se faire les représentants de la politique de préparation aux épidémies.
- Partager du matériel éducatif, des rapports, des fiches d'information et des documents de synthèse contenant des données et des points de discussion pertinents pour aider les dirigeants politiques à plaider en faveur de la préparation aux épidémies.
- Organiser des forums éducatifs, des tables rondes, des conférences et des échanges pour les gouvernements, les entités non gouvernementales et d'autres parties prenantes afin de promouvoir l'action, d'élever le débat et d'accroître le discours.
- Témoigner devant les comités législatifs et autres forums politiques et coordonner la participation des ONG aux sessions dirigées par le gouvernement.
- Demander la participation des ONG aux comités d'experts intersectoriels afin de les conseiller sur l'élaboration des politiques et de promouvoir un processus gouvernemental inclusif.
- Fournir des conseils d'experts et une assistance technique pour la rédaction de politiques.

Rédiger votre message :

La préparation est essentielle lorsqu'on s'adresse aux décideurs. Les défenseurs doivent s'assurer que leurs messages répondent à ces quatre questions :

- Quel est le problème ?
- Pourquoi est-ce important ?
- Quelle est l'action à entreprendre ?
- Quand cette action doit-elle être entreprise ?



Les feuilles de travail de l'étape 1 peuvent vous aider à élaborer ces messages.

- A partir des informations recueillies dans la fiche *Contexte national* réfléchir aux « messages clés » qui peuvent être utilisés pour persuader les décideurs politiques et le public de l'importance des investissements pour la préparation aux épidémies.
- A partir de la feuille de travail *cartographie politique* considérer les documents et les preuves qui peuvent soutenir vos messages.
- Extrait de la feuille de travail *Cartographie des décideurs gouvernementaux* considérer les valeurs et les intérêts des décideurs et la question « Qu'est-ce que j'y gagne ? » de leur point de vue.
- À partir de la feuille de travail *Cartographie des médias* réfléchir aux canaux de communication qui pourraient atteindre les décideurs.

Pour plus d'informations sur la manière de s'engager auprès des décideurs, consultez le [Guide d'action pour le plaidoyer](#), partie 7 : « Parler avec les décideurs ».



Module 2.3

Concevoir une campagne de sensibilisation des médias

La [feuille de travail Élaboration d'un plan de communication](#) explique les activités de ce module.

Plaidoyer médiatique pour soutenir les objectifs de la campagne :

La sensibilisation des médias est essentielle pour créer une demande publique et politique, ainsi que pour développer des représentants qui s'associent publiquement à l'agenda de la sécurité sanitaire. Une campagne médiatique bien conçue fera de la préparation aux épidémies une priorité publique et politique et soutiendra les objectifs politiques de la campagne. Les stratégies comprennent les médias privés (par exemple : traditionnels), individuels (par exemple : les blogs), sociaux (par exemple : Facebook et Twitter) et payés (par exemple : les publicités). Une sensibilisation et une promotion efficaces sur les médias traditionnels et sociaux sont essentielles pour obtenir un soutien en faveur des objectifs politiques d'une campagne.

Les stratégies médiatiques réussies ciblent les principaux décideurs et le public avec des messages fondés sur des preuves qui justifient le financement de la préparation aux épidémies et fournissent des solutions politiques pour l'intervention du gouvernement. Le plaidoyer médiatique amplifie les déclarations publiques et amplifie l'impact des messages de la campagne afin de mobiliser l'action du gouvernement et s'assurer le soutien du public.

Activités de plaidoyer médiatique à envisager :

Médias privés :

- Partager les messages et le matériel de la campagne avec les journalistes et les médias sur le besoin crucial de couvrir la sécurité sanitaire. Les messages peuvent inclure le retour sur investissement des fonds dépensés pour la préparation et le coût élevé des épidémies passées et présentes pour la société, notamment l'augmentation des décès et des maladies et les dommages sociaux, l'impact économique durable, etc. (Pour plus d'informations sur le retour sur investissement de la préparation aux épidémies, voir Resolve to Save Lives, [« Pourquoi la préparation aux épidémies est un investissement intelligent »](#) et [« Les épidémies évitées »](#)).
- Entretenir les relations avec les journalistes par le biais d'ateliers de journalisme et de webinaires. Les journalistes engagés feront à leur tour des reportages sur la sécurité sanitaire en tant que priorité de financement, attirant ainsi l'attention sur le sujet.
- Planifier et organiser des événements médiatiques, tels que des conférences de presse, des visites de sites et des forums publics auxquels participent des experts en politiques de sécurité sanitaire et des décideurs gouvernementaux, afin de générer une couverture médiatique et de fournir des opportunités d'interviews et d'engagements avec la presse.
- Faire de la préparation aux épidémies une priorité nationale par le biais de lettres à la rédaction, d'articles d'opinion et d'articles dans les médias.



- Compiler des citations convaincantes, des vignettes et des témoignages vidéo à partager avec les décideurs politiques et les médias pour maintenir une attention et une couverture continues.
- Sponsoriser des programmes de bourses de journalisme afin de promouvoir une couverture de qualité sur la nécessité de financer la préparation aux épidémies, le coût humain et économique des déficits budgétaires et des solutions politiques potentielles.
- Créer des prix de journalisme pour reconnaître et inspirer une couverture médiatique de qualité autour du thème de la préparation aux épidémies.

Médias individuels :

- Réfléchir à la manière dont le plaidoyer numérique fera progresser chaque phase de la campagne.
- Créer et gérer des sites web de campagne actifs et des canaux de médias sociaux appropriés.
- Fournir des mises à jour - par le biais d'événements, de webinaires, d'ateliers ou de bulletins d'information - sur les étapes de la campagne, les besoins budgétaires et les idées d'entretiens avec les personnes et les entreprises touchées par les épidémies.
- Développer des activités de campagne à court terme qui soutiennent les objectifs politiques au niveau de la base et de la population.
- Mener une campagne d'action par courriel pour envoyer des courriels aux décideurs politiques ciblés.

Médias sociaux :

- Créer un hashtag spécifique à la campagne, comme *#PreventEpidemicsNaija* ou *#FundEpidemicPreparednessGh*, à utiliser sur les médias sociaux dans les messages des partenaires de la campagne et des autres parties prenantes.
- Fournir des modèles de boîtes à outils pour les médias sociaux - avec du contenu préétabli, des images, le hashtag de la campagne et un appel à l'action - pour que les partenaires puissent s'en inspirer et partager du contenu. Un exemple est le kit d'outils de SEND GHANA pour la campagne de médias sociaux *#FundEpidemicPreparednessGH* (ci-joint).
- Organiser des événements interactifs - tels que des chats sur Twitter, des espaces sur Twitter, des Facebook Live et des Instagram Live - avec des spécialistes de la question afin de sensibiliser au besoin urgent de soutenir la préparation aux épidémies. Ces événements devraient inclure des responsables de la santé publique, des défenseurs de la communauté et des experts en santé.
- Encourager les leaders d'opinion à s'exprimer sur la préparation aux épidémies par le biais des médias sociaux et lors d'interviews de presse.
- Partager des messages de campagne clairs à l'usage des influenceurs sociaux sur leurs propres canaux de médias sociaux.

Médias payants :

- Les campagnes de plaidoyer n'ont pas besoin d'engager les médias payants pour réussir. Toutefois, si des fonds sont disponibles, envisager ces activités :
 - Développer la publicité à la télévision et dans la presse écrite et soutenir les médias sponsorisés ; l'appel à l'action pour tous les médias devrait être de demander plus de financement pour la préparation aux épidémies.
 - Accroître vos publications sur Facebook et acheter des tweets sponsorisés pour augmenter votre visibilité.

Mesure de l'impact des médias :

- Évaluer les performances et l'impact de la campagne sur les médias traditionnels et sociaux. Cela peut être mesuré par le nombre d'articles placés, le ton général des articles, l'utilisation du hashtag de la campagne et le nombre de comptes atteints.
- Suivre les engagements et les réactions des cibles en ligne (par exemple : les commentaires, les partages, les posts).

Pour plus d'informations sur l'élaboration d'une stratégie de plaidoyer dans les médias, voir le [Guide d'action pour le plaidoyer médiatique en santé publique](#) de la Global Health Advocacy Incubator : [Elements of a Media Advocacy Campaign \(en anglais\)](#).

Cultiver les influenceurs sur les médias sociaux

Les influenceurs ont tendance à influencer les opinions sur les plateformes de médias sociaux comme Facebook, Instagram, Twitter et YouTube. La crédibilité d'un influenceur provient de sa personnalité en ligne, de son contenu et de son authenticité perçue. Les influenceurs peuvent inclure :

- Des personnes disposant d'un grand nombre de followers en ligne qui peuvent susciter la sensibilisation et l'engagement.
- Des personnes qui ont des histoires personnelles convaincantes et stratégiques par rapport à votre problématique.
- Des personnes qui sont considérées comme ayant une expertise sur un sujet particulier et qui créent un contenu convaincant autour de leur expertise.

Lorsqu'ils évaluent l'impact potentiel des influenceurs des médias sociaux, les communicateurs tiennent souvent compte de ces facteurs :

- Portée : le nombre de followers de l'influenceur sur les médias sociaux
- Engagement : le niveau de participation prévu de l'influenceur aux activités de la campagne
- Valeur stratégique : dans quelle mesure le soutien de l'influenceur contribue stratégiquement aux objectifs de la campagne.

Ces questions doivent être examinées pour chaque influenceur que la campagne cherche à engager :

- Quel public cible peuvent-ils influencer ?
- Comment seront-ils recrutés ?
- Quelle est l'action « demandée »



Feuilles de travail de l'étape 2

[Créer une coalition \(Module 2.1\)](#)

[Engager les décideurs \(Module 2.2\)](#)

[Développer un plan de communication \(Module 2.3\)](#)



Exemples nationaux

Au Nigéria et au Sénégal, les campagnes de plaidoyer budgétaire se sont appuyées sur des coalitions de la société civile, des engagements avec les principaux décideurs politiques et le plaidoyer médiatique pour faire avancer l'objectif politique.

Créer une coalition de défenseurs

Nigeria

À Kano, le programme Prevent Epidemics et le partenaire de la GHAI, l'Initiative législative pour le développement durable (LISDEL), ont créé une coalition pour faire avancer le plaidoyer budgétaire en faveur de la préparation aux épidémies. La GHAI et LISDEL ont effectué une cartographie pour identifier les parties prenantes et les décideurs engagés dans la défense des politiques de santé publique afin de former l'équipe de défense de la sécurité sanitaire de l'État de Kano (KHESAT). Avec GHAI et LISDEL, les activités de KHESAT comprenaient des sessions d'information sur la politique et le financement de la sécurité sanitaire et des ateliers pour discuter du développement d'un cadre de responsabilité de la sécurité sanitaire pour effectuer le suivi des allocations budgétaires de préparation aux épidémies et les manques en matière de financement. LISDEL a également fait participer les médias à des discussions politiques et à d'autres réunions et événements de plaidoyer. (Photo et rencontres avec les médias organisés par LISDEL et KHESAT avec Hamza).

Sénégal

L'organisation non gouvernementale ONG-3D a créé une coalition de la société civile pour travailler avec le Centre des opérations d'urgence du Sénégal (COUS) afin d'obtenir une augmentation du financement de la préparation aux épidémies. La coalition, la Société Civile pour la Prévention des Épidémies et la Gestion des Catastrophes (COSPEC), comprenait des leaders en matière de transparence budgétaire, de droits des femmes, de la jeunesse, du handicap, de la formation et de l'éducation, et de l'environnement. La GHAI et ONG-3D ont aidé COSPEC à organiser des ateliers éducatifs sur la préparation aux épidémies et des réunions pour coordonner les efforts de plaidoyer. La COSPEC a aidé à jeter les bases du développement d'une étude de faisabilité, « Projet d'Appui à la Prise en Charge des Crises et Urgences Sanitaires au Sénégal » (PAPCCUSS). Le projet PAPCCUSS a permis de fédérer une coalition et un soutien politique autour des priorités de la préparation aux épidémies.



Engager les décideurs politiques

Nigeria

Au niveau national, la GHAI et les partenaires de la société civile ont travaillé en étroite collaboration avec des coalitions bien établies, notamment la Coalition pour la réforme du secteur de la santé (HSRC) et le Réseau législatif pour la couverture universelle de santé (CUS). La GHAI et ses partenaires ont organisé des réunions avec les décideurs du gouvernement et leur personnel pour souligner l'importance du financement de la préparation aux épidémies au Nigeria. Des activités telles que des visites de sites, des tables rondes et une participation coordonnée à des sessions de parties prenantes dirigées par le gouvernement ont fait de la préparation aux épidémies une priorité nationale, ont engagé des décideurs de haut niveau et ont généré une couverture médiatique favorable. (La photo de la visite de l'aéroport de Lagos se rapporte à ce paragraphe, ainsi que la photo d'une table ronde et d'une rencontre avec les médias).

Sénégal

Les membres de la COSPEC ont travaillé en étroite collaboration avec le Centre d'Opération d'Urgence Santé du Sénégal pour soutenir l'engagement du gouvernement dans le plaidoyer budgétaire. L'ONG-3D a invité les décideurs politiques du Ministère de la Santé, du Ministère des Finances, de la Direction Générale de la Santé, de la Direction de la Recherche, de la Planification et des Statistiques, du Ministère du Tourisme, du Ministère du Commerce, et du Ministère de la Défense à des sessions de planification stratégique et à des tables rondes avec le Centre d'Opération d'Urgence Santé afin de partager du matériel éducatif et des informations pour planifier une stratégie politique efficace et coordonnée.



Conception d'une campagne médiatique

Nigeria

Le partenaire de la GHAI qui dirige l'engagement des médias, Nigeria Health Watch (NHW), a organisé des ateliers pour les journalistes afin de souligner l'importance des reportages sur la préparation aux épidémies, les leçons tirées de la pandémie de COVID-19 et le rôle que les médias peuvent jouer pour pousser à la préparation aux épidémies. Le NHW a invité des journalistes à des événements et a utilisé les médias sociaux pour partager des photos, des vidéos, des déclarations publiques et des citations faites par des décideurs politiques. Le NHW a créé l'hashtag #PreventEpidemicsNaija pour amplifier les messages de la campagne sur les médias sociaux et suivre le dialogue en ligne sur la préparation aux épidémies. L'hashtag faisait partie de toutes les publications sur les médias sociaux et a été utilisé comme nom du prix annuel du journalisme #PreventEpidemicsNaija, parrainé par la GHAI et NHW pour générer et amplifier des messages médiatiques de qualité sur l'importance de la préparation aux épidémies. Ces activités incitent à une couverture médiatique nouvelle et continue sur les épidémies et la nécessité d'un financement accru et soutenu de la préparation aux épidémies pour protéger la santé publique. (Les photos du prix de journalisme ici).

Sénégal

ONG-3D a engagé les médias tout au long de la campagne. Les activités allaient de l'organisation de webinaires sur le journalisme et de conférences de presse à la production d'une série de reportages vidéo diffusés sur le programme de télévision populaire « Focus ». Ces vidéos présentaient des déclarations du directeur de la prévention médicale du ministère de la santé et des présidents des commissions de la santé et des finances de l'Assemblée nationale, entre autres. Les diffusions ont atteint environ 5 millions de téléspectateurs, augmentant largement la sensibilisation du public et des politiques aux besoins de financement de la préparation aux épidémies. La GHAI et l'ONG-3D ont également organisé des séances d'information sur la préparation aux épidémies pour les journalistes, ont développé des idées d'articles et ont discuté des moyens d'intégrer les messages de préparation aux épidémies dans les reportages sur la santé.

Pour plus d'informations, voir les études de cas suivantes : [La préparation aux épidémies au Nigeria : pour plus d'investissement au niveau fédéral, central et local](#) et [La préparation aux épidémies au Sénégal](#).



Ressources

Global Health Advocacy Incubator, « Guide d'action pour le plaidoyer ».

<https://advocacyincubator.org/advocacy-action-guide/>

Global Health Advocacy Incubator, « Préparation aux épidémies au Nigeria : pour plus d'investissements au niveau fédéral, central et local »,

<https://advocacyincubator.org/wp-content/uploads/2021/09/GHAI-PE-Nigeria-Case-Study-Sept-2021.pdf>

Global Health Advocacy Incubator, « Préparation aux épidémies au Sénégal »,

https://advocacyincubator.org/wp-content/uploads/2021/04/Case_Study_Epidemic_Preparedness_Senegal.pdf

Global Health Advocacy Incubator, «Public Health Media Advocacy Action Guide : Elements of a Media Advocacy Campaign», (en anglais)

<https://advocacyincubator.org/media-advocacy-toolkit>

Résolu à sauver des vies, « Les épidémies qui n'ont pas eu lieu ».

<https://preventepidemics.org/epidemics-that-didnt-happen>

Resolve to Save Lives, « Why Epidemic Preparedness is a Smart Investment »

(Pourquoi la préparation aux épidémies est un investissement intelligent).

<https://resolvetosavelives.org/assets/Resources/ROI-Why-Preparedness-is-a-Smart-Investment.pdf>

SEND GHANA, « SEND GHANA's Social Media Toolkit » [\(ci-joint\)](#)



Responsabilité budgétaire

Cette étape de la campagne soutient la responsabilité budgétaire en assurant le suivi des allocations budgétaires et le versement des ressources. Il s'agit d'identifier les goulets d'étranglement dans les versements, d'évaluer et de renforcer les capacités pour accroître la responsabilité budgétaire et promouvoir des répartitions efficaces.

Les gouvernements doivent allouer et débloquer des ressources pour améliorer les programmes. Les défenseurs des droits de l'homme devraient suivre les financements existants et nouveaux et faire pression sur leur gouvernement pour qu'il débloque les ressources de manière efficace, afin de s'assurer que les fonds soient versés en temps voulu et dans leur intégralité et qu'ils atteignent les bénéficiaires prévus. Le suivi des allocations budgétaires permettra d'identifier les goulets d'étranglement et les obstacles, et de définir des options politiques pour améliorer le processus budgétaire. Le suivi permettra également d'informer le plaidoyer dans le prochain cycle budgétaire, d'aider à identifier où l'assistance technique pour le renforcement des capacités est nécessaire et de soutenir la durabilité du financement.



Module 3

Responsabilité budgétaire

La [feuille de travail du suivi budgétaire](#) explique les activités de ce module.

Comment soutenir la responsabilité budgétaire :

Une fois les augmentations budgétaires disponibles, les allocations budgétaires doivent être suivies pour s'assurer que les ressources appropriées sont versées de manière efficace et que le processus budgétaire est responsable. Cela implique un processus qui est transparent, fait l'objet de rapports en temps opportun et ne comporte pas de processus lourds qui retardent ou empêchent le déblocage des fonds alloués. Le décaissement inefficace des fonds alloués est un obstacle courant à l'amélioration des programmes. La société civile peut promouvoir la responsabilité budgétaire en travaillant avec le gouvernement pour identifier et supprimer les obstacles au déblocage des fonds et, en travaillant en collaboration, convenir des cibles et des objectifs de financement pour le prochain cycle budgétaire.

Stratégies pour soutenir la responsabilité budgétaire :

- **Au niveau des organisations de la société civile :** impliquer les OSC à toutes les étapes du processus budgétaire, de la formulation/conception à l'établissement du rapport.
- **Au niveau du corps législatif :** encourager le corps législatif à renforcer la responsabilité de l'utilisation du budget de la sécurité sanitaire grâce à son rôle de surveillance.
- **Au niveau de l'exécutif :** promouvoir la transparence fiscale, notamment par des rapports sur les déblocages budgétaires dans tous les MDA concernés et la désagrégation des dépenses budgétaires pour la sécurité sanitaire (par exemple, distinguer les dépenses budgétaires de préparation et de réponse).

Le cadre de responsabilité en matière de sécurité sanitaire

Au Nigeria, les partenaires de la GHAI ont conçu un cadre de responsabilisation en matière de sécurité sanitaire, en collaboration avec le gouvernement et les parties prenantes de la société civile, afin d'effectuer le suivi des allocations budgétaires et les objectifs de financement pour la préparation aux épidémies. Le cadre de responsabilisation en matière de sécurité sanitaire est un outil permettant d'accroître la responsabilisation en matière de budgétisation et de promouvoir des décisions fondées sur des données probantes concernant le financement de la sécurité sanitaire. La collaboration entre la société civile et le gouvernement permet de développer un cadre conçu pour s'adapter au contexte local et aux priorités actuelles de financement sur la base d'un ensemble convenu d'indicateurs et de cibles. Pour plus d'informations, voir le «Brief on the Utilization of the Health Security Accountability Framework» de LISDEL (ci-joint).



Pour évaluer les allocations budgétaires et le versement des fonds, il est important de suivre les indicateurs, les objectifs engagés par les budgets et les politiques gouvernementales publiés, et les versements réels ainsi que les sources de données de référence.

1. **Indicateurs** : les indicateurs sont généralement basés sur les objectifs politiques de la campagne de plaidoyer. La plupart des indicateurs sont susceptibles d'être liés aux allocations budgétaires et aux versements. Les allocations budgétaires annuelles sont généralement accessibles au public. Les versements peuvent être plus difficiles à obtenir et à suivre. Cependant, les indicateurs peuvent également se concentrer sur les politiques qui influencent le budget, ainsi que sur les résultats que les budgets et les politiques cherchent à façonner.

Voici quelques exemples de résultats pour chacune de ces catégories :

- **Politiques :**

- Législation, lois, règlements, exigences administratives, politiques ou autres instruments gouvernementaux en place pour la mise en œuvre du plan d'action national pour la sécurité sanitaire (NAPHS).
- Disponibilité d'un cadre/d'orientations nationales détaillant la manière dont les fonds doivent être utilisés/dépensés.

- **Allocation et versement :**

- Pourcentage de plan d'action national pour la sécurité sanitaire (NAPHS) chiffré présenté comme une ligne budgétaire de sécurité sanitaire dans le budget.
- Budget total de la sécurité sanitaire.
- Dépenses totales de sécurité sanitaire.
- Contributions des bailleurs au fonds d'intervention en cas de pandémie/épidémie.
- Contributions du secteur privé au fonds d'intervention en cas de pandémie/épidémie.

- **Résultats :**

- Taux de détection des cas de pandémie/épidémie tel que mesuré par la [métrique 7-1-7](#) de Resolve to Save Live [pour la réponse aux épidémies](#) ou d'autres mesures.
- Augmentation en pourcentage du score de l'évaluation externe conjointe de l'OMS

2. **Objectif de versements** : il s'agit du montant total des fonds (au total des dépenses, en pourcentages, etc.) que le gouvernement s'est engagé à déboursier, par le biais de son budget et d'autres politiques.

3. **Les décaissements réels** : il s'agit du montant qui a été versé, de la rapidité des versements et de la question de savoir si les fonds sont allés aux entités appropriées pour les activités prévues. Si le gouvernement a atteint ses objectifs, ces informations peuvent être utilisées pour justifier le maintien ou l'augmentation des budgets dans les prochains cycles budgétaires. Dans le cas contraire, un plaidoyer supplémentaire peut être nécessaire pour identifier et supprimer les obstacles.



- 4. Sources de données :** il s'agit de la liste des endroits où l'on peut trouver les informations sur les dépenses « réelles » : par exemple, les rapports des ministères, départements et agences ; la cartographie des ressources de l'OMS ; les documents des partenaires de la coalition ; les rapports des OSC et des communautés sur la mise en œuvre réelle et les améliorations visibles et les articles dans les médias. Dans de nombreux cas, ces informations ne sont pas facilement disponibles et il faudra peut-être intensifier le plaidoyer pour obtenir les données et s'assurer qu'elles sont communiquées.

Quels défis/obstacles en matière d'allocation budgétaire peuvent être révélés par le suivi des fonds destinés à la préparation aux épidémies ?

- 1. Bureaucratie gouvernementale :** les retards bureaucratiques sont un défi commun pour le déblocage budgétaire qui, s'ils ne sont pas résolus, laissent les allocations budgétaires non dépensées à la fin de l'année fiscale, sapant l'objectif d'amélioration du programme par des augmentations de budget. Ces retards peuvent être causés par :
- Manque de responsabilité et de transparence dans le processus budgétaire
 - Système de versement inefficace et lourd, qui nécessite de multiples niveaux de bureaucratie gouvernementale
 - Autorité insuffisante des services gouvernementaux concernés sur le déblocage des fonds alloués
 - Financement et personnel inadaptés des agences responsables des versements.

Approche : L'analyse du contexte peut aider à identifier le potentiel des retards bureaucratiques (modules 1.1.B et 1.1.C), qui peuvent être traités par des objectifs politiques pertinents (module 1.2).

Exemple : le Centre de contrôle des maladies au Nigeria (NCDC) ne disposait pas de financement par poste dans le budget national. En 2018, le gouvernement a accepté un financement linéaire de l'agence, qui est devenu une priorité essentielle de la campagne de plaidoyer. L'accord sur l'éligibilité de l'agence à un poste budgétaire a permis l'adoption de la loi sur le NCDC et l'octroi de fonds directs pour la première fois en 2019.

- 2. Bénéficiaires indéfinis :** un autre défi à la responsabilité dans la budgétisation peut être lié au manque de clarté quant au ministère, département ou agence auquel les fonds sont destinés. Cela peut être dû à :
- Une législation qui ne définit pas clairement les activités de préparation aux épidémies, où les fonds doivent être alloués et à quelles fins.
 - Une législation qui ne permet pas un versement adaptable des fonds en fonction des priorités actuelles en matière de santé publique.

Approche : Ce défi peut normalement être identifié par le biais de l'analyse juridique et devrait être abordé par les objectifs politiques pertinents (module 1.2). Exemple : Au Sénégal, le rôle du financement de la préparation aux épidémies n'était pas clairement défini. La GHAI a commandé une étude



« Projet de soutien à la gestion des crises et des urgences sanitaires au Sénégal », qui a présenté un dossier d'investissement pour la préparation aux épidémies et dont le financement a été intégré au programme d'investissement public du Ministère de la Santé pour 2021-2023.

3. Manque de responsabilité : le manque de responsabilité au sein et entre les niveaux du gouvernement est un autre goulot d'étranglement commun au déblocage de fonds et à l'utilisation efficace des fonds. De telles barrières de communication entravent :

- LA coordination entre les niveaux de gouvernement, les agences et les secteurs
- L'identification des obstacles systémiques et capacités au versement des allocations budgétaires
- Les efforts déployés par la société civile, le public, les médias et les agences gouvernementales pour demander des comptes aux principaux organismes gouvernementaux.

Approche : Le défi du manque de responsabilité dans la budgétisation peut souvent être identifié pendant la cartographie politique et la cartographie des parties prenantes, et s'il n'est pas abordé, il deviendra généralement évident pendant l'évaluation de la planification de la viabilité budgétaire. Relever ce défi peut être un objectif de la politique dans la feuille de travail Développer des objectifs des politiques et, si les défis de la responsabilité sont reconnus par les partenaires, la responsabilité dans la budgétisation pourrait être un objectif partagé par la coalition de la société civile. Cette question sera abordée plus en détails dans les futures mises à jour du module 4 : viabilité budgétaire.

Exemple : au Nigeria, le NCDC ne pouvait pas avoir de budget parce qu'il n'avait pas de mandat légal. En plus de plaider pour que le NCDC dispose d'une autorité budgétaire, la GHAI et ses partenaires ont coordonné les soumissions budgétaires des ministères, départements et agences (MDA) focaux du RSI. En conséquence, le budget alloué de l'année 2022 était de 3,9 millions de dollars vers les MDA centraux, dont 3,5 millions de dollars de nouveaux fonds.

4. Désagrégation peu claire : les activités de sécurité sanitaire peuvent ne pas être désagrégées dans la ligne budgétaire et donc ne pas s'aligner sur les indicateurs budgétaires de la campagne de plaidoyer.

Approche : convoquer les agences et les responsables budgétaires pour qu'ils envisagent d'aligner leurs codes de modèle budgétaire sur les fonctions du plan d'action national (NAPHS).

Exemple : au Nigeria, les déblocages de fonds sont rapportés sur la base de codes budgétaires plutôt que sur des activités spécifiques d'EPR. Les responsables du NCDC ont signalé ce problème au ministère fédéral des finances, du budget et de la planification nationale.



Feuille de travail pour l'étape 3

Suivi budgétaire (Module 3)



Exemples nationaux

Nigeria

L'Initiative législative pour le développement durable (LISDEL) a créé un cadre de responsabilisation en matière de sécurité sanitaire pour le suivi de l'allocation et du déblocage budgétaires pour la préparation aux épidémies par rapport aux cibles et objectifs convenus. LISDEL, d'autres OSC et les responsables budgétaires au niveau fédéral et au niveau central ont collaboré pour développer les indicateurs du cadre et identifier les obstacles au suivi des allocations de préparation aux épidémies dans les systèmes de données fédéraux et centraux. (Pour plus d'informations sur le développement d'un cadre de responsabilisation en matière de sécurité sanitaire au Nigeria, voir le dossier de LISDEL : « Raising the Accountability Bar for Health Security Financing in Nigeria »).

Après avoir obtenu des augmentations de budget à Kano, la GHAI et les partenaires du plaidoyer ont identifié des obstacles bureaucratiques au déblocage des fonds alloués. La GHAI a travaillé en étroite collaboration avec l'épidémiologiste de l'État de Kano pour identifier et comprendre les niveaux de procédures et d'approbations bureaucratiques qui ont retardé ou empêché le déblocage des fonds de la nouvelle ligne budgétaire de préparation et de réponse aux épidémies (EPR). La compréhension du processus a permis d'informer le plaidoyer en faveur de la responsabilité budgétaire et de s'attaquer aux procédures ineptes qui ont retardé ou empêché le déblocage budgétaire.

Au niveau national, BudgIT, une organisation de la société civile spécialisée dans la responsabilité budgétaire, a estimé que l'absence de rapports sur le déblocage de fonds et le manque de données désagrégées constituaient un défi systémique au suivi budgétaire. Avec BudgIT, LISDEL a organisé des tables rondes pour réunir les décideurs politiques au niveau fédéral, et de Kano et Lagos, pour discuter de ces obstacles. Bien qu'il ait été difficile d'identifier des solutions rapides, les conversations ont été essentielles pour accroître la sensibilisation et le soutien pour l'amélioration de la responsabilité parmi les décideurs politiques.

Pour plus d'informations, voir les études de cas suivantes : [La préparation aux épidémies au Nigeria : pour plus d'investissement au niveau fédéral, central et local](#) et [La préparation aux épidémies au Sénégal](#).



Ressources

Global Health Advocacy Incubator, *Epidemic Preparedness in Nigeria: Making the Case for Increased Federal, State and Local Investments*,
<https://advocacyincubator.org/wp-content/uploads/2021/09/GHAI-PE-Nigeria-Case-Study-Sept-2021.pdf>

Global Health Advocacy Incubator, *Préparation aux épidémies au Sénégal*,
https://advocacyincubator.org/wp-content/uploads/2021/04/Case_Study_Epidemic_Preparedness_Senegal.pdf

LISDEL, « **Brief on the Utilization of the Health Security Accountability Framework (ci-joint)**

Resolve to Save Lives, « **7-1-7 : Un objectif global pour la détection précoce et la réponse**, »
<https://preventepidemics.org/preparedness/7-1-7/>

Organisation mondiale de la santé, « **Resource Mapping - REMAP** »,
<https://extranet.who.int/sph/resource-mapping>



Viabilité budgétaire

Au cours de cette étape de la campagne, vous évalueriez l'impact du programme, les besoins budgétaires pour le prochain cycle budgétaire, les nouvelles sources potentielles de financement, et créez une demande pour la viabilité du financement de la préparation aux épidémies.

Le déblocage des ressources inefficace est un défi fréquent à la viabilité budgétaire. Pour soutenir la viabilité budgétaire, le plaidoyer doit être continu tout au long des quatre étapes du cadre et s'étendre au-delà d'un cycle budgétaire pour garantir que le financement du programme soit utilisé efficacement et soutenu à moyen et long terme. Si les nouveaux fonds ne sont pas débloqués et utilisés efficacement, l'objectif de préparation aux épidémies ne sera pas atteint et le flux de financement ne sera probablement pas maintenu. L'augmentation des allocations budgétaires est une étape essentielle, mais seulement initiale, vers un financement durable de la préparation aux épidémies.

Une évaluation de l'amélioration du programme soutenue par des mesures concrètes - telles qu'un score ReadyScore plus élevé de l'évaluation externe conjointe (JEE), une augmentation de la rapidité de [réponse 7-1-7](#) et/ou des évaluations du retour sur investissement - permettra d'informer le plaidoyer dans le prochain cycle budgétaire et de justifier l'augmentation et le maintien des ressources allouées dans les cycles budgétaires suivants.



Module 4

Viabilité budgétaire

La [feuille de travail Planification de la viabilité budgétaire](#) explique les activités de ce module.

L'étape 4 complète le cycle GHAI pour le plaidoyer budgétaire et la viabilité du financement avec une évaluation des succès et des défis de la campagne. Lorsque les allocations et déblocages budgétaires sont sur la bonne voie, ces informations peuvent être utilisées pour justifier des budgets maintenus et accrus pour les années à venir. Lorsque les objectifs ne sont pas sur la bonne voie, le plaidoyer dans le prochain cycle budgétaire doit s'attaquer aux barrières et aux goulets d'étranglement pour assurer la viabilité du financement. Les objectifs politiques peuvent être révisés, ou de nouveaux objectifs peuvent être développés.

Le plan de viabilité budgétaire identifie les actions supplémentaires qui pourraient être prises au cours des différentes phases du cycle budgétaire.

Comment soutenir la viabilité budgétaire :

Considérations sur la viabilité budgétaire :

- Réévaluer les besoins en ressources pour la préparation aux épidémies afin de définir la demande budgétaire pour le prochain cycle budgétaire.
- Analyser le budget annuel et les communiqués pour démontrer la valeur du programme et identifier les obstacles au déblocage des ressources.
- Évaluer l'impact du programme et son rapport coût-efficacité afin de soutenir la viabilité budgétaire pour les cycles budgétaires futurs. Les mesures peuvent inclure l'augmentation du JEE ReadyScore ou les critères de l'Organisation mondiale de la santé pour les capacités en matière de règlements sanitaires internationaux, ainsi que des exemples de prévention, de détection et de réponse efficaces aux épidémies, tels que la mesure 7-1-7 de Resolve to Save Live. Élaborer une stratégie d'atténuation des risques comprenant les risques possibles qui pourraient nuire à la viabilité et les moyens de les réduire, en tenant compte des rôles, des responsabilités et des activités des principaux acteurs.
- Élaborer un cadre de mise en œuvre des activités basé sur le plan d'action national pour la sécurité sanitaire (NAPHS), y compris les actions locales prioritaires à développer par chaque État en fonction de ses priorités en matière de santé.
- Déployer une approche ascendante pour favoriser l'inclusion des parties prenantes de la mise en œuvre.
- Adopter une approche interministérielle pour éviter la duplication des efforts et le gaspillage des ressources.
- Élaborer des études de cas sur l'utilisation efficace des fonds par le gouvernement afin de documenter la valeur des ressources dépensées et de créer et conserver un groupe de soutien pour le financement.

- Identifier les délais de mise à jour des cadres de planification politique à long et moyen terme, tels que les cadres de politique de développement national à moyen terme et la planification du budget d'investissement, afin d'influencer la planification et d'assurer la priorisation d'un financement durable pour la préparation aux épidémies au-delà du cycle budgétaire actuel.
- Identifier les goulets d'étranglement systémiques dans le déblocage des ressources qui compromettent les augmentations budgétaires et menacent la viabilité du financement.
- Collaborer avec le gouvernement pour identifier les moyens d'augmenter le financement de la sécurité sanitaire et fournir une assistance technique pour minimiser la bureaucratie dans la libération des ressources.
- Identifier des sources de revenus supplémentaires pour maintenir ou augmenter le financement de la préparation aux épidémies. Y a-t-il d'autres sources de financement, telles que des fonds de santé, des taxes sur les produits nocifs, des prélèvements ou des mécanismes du secteur privé à envisager ?
- Maintenir les efforts de plaidoyer pour que la préparation aux épidémies reste une priorité publique et politique majeure. Le plaidoyer de la société civile est nécessaire pour promouvoir la préparation aux épidémies comme faisant partie de l'agenda public et politique à moyen et long terme. La stratégie doit contrer la complaisance en tenant les dirigeants politiques responsables de leurs engagements.
- Analyser les médias privés et le contenu social pour mesurer la couverture médiatique et les conversations afin d'évaluer l'impact de la campagne médiatique, les efforts déployés pour faire de la préparation une priorité de santé publique et politique et identifier les messages qui ont résonné tout au long de la campagne.

Exemples d'objectifs du plan de viabilité budgétaire :

- Objectifs pour l'exécutif
 - D'ici le [date], le ministère de la santé intégrera un cadre de responsabilité pour le financement de la sécurité sanitaire dans le plan stratégique du secteur de la santé.
 - D'ici le [date], le ministère de la santé intégrera le cadre de responsabilisation dans son tableau de bord numérique ou dans tout autre portail de rapport destiné au public.
- Objectifs pour la législature
 - D'ici le [date], la commission parlementaire demandera au ministère de la santé de faire le point sur le déblocage et l'utilisation des fonds.
 - D'ici le [date], le Parlement adoptera une nouvelle loi pour autoriser ou soutenir la mise en œuvre du Règlement sanitaire international.

Exemples de stratégies de plan de viabilité budgétaire :

- S'engager auprès des ministères, départements et agences concernés pour s'assurer que leurs processus de proposition budgétaire s'alignent sur le cycle budgétaire annuel.
- Plaidoyer pour une augmentation des allocations pour la préparation aux épidémies
- Préconiser le déblocage complet et en temps voulu des fonds de préparation aux épidémies.
- S'engager avec les agences concernées pour accéder aux données de déblocage afin d'accroître la responsabilité budgétaire.
- Identifier de nouvelles sources de financement pour la préparation aux épidémies.
- Persuader les médias de publier des données sur les budgets de préparation aux épidémies et sur l'utilisation des fonds.
- Présenter aux médias des informations provenant du cadre de responsabilisation en matière de sécurité sanitaire pour les rapports sur les progrès de la sécurité sanitaire et les besoins de financement.



Feuille de travail pour l'étape 4

Planification de la viabilité budgétaire (Module 4)



Exemples nationaux

Nigeria

Le Centre de contrôle des maladies du Nigeria (NCDC) et l'agence de coordination responsable de la prévention, de la détection et de la réponse aux maladies infectieuses, ont documenté la manière dont les nouveaux fonds reçus par le biais du Basic Health Care Provision Fund (BHCPF) du gouvernement fédéral ont été utilisés pour améliorer la sécurité sanitaire du pays. Les défenseurs se sont servis du rapport pour soutenir le maintien et l'augmentation du financement par le biais d'allocations budgétaires annuelles et du BHCPF. La GHAI a travaillé en étroite collaboration avec les législateurs, les principaux représentants du gouvernement, les médias et la société civile (en particulier la Coalition pour la réforme du secteur de la santé) afin de soutenir le plaidoyer et assurer le financement continu du NCDC par le biais du BHCPF.

Au niveau national et à Kano, la GHAI et ses partenaires ont évalué la campagne et les leçons tirées du cycle budgétaire précédent pour informer le plaidoyer lors du cycle budgétaire suivant. En s'appuyant sur les relations avec le gouvernement et la société civile, la campagne a identifié de nouvelles approches pour financer la sécurité sanitaire au-delà de l'augmentation et du maintien des allocations budgétaires actuelles. Par exemple, la GHAI et ses partenaires, Nigeria Health Watch, LISDEL et BudgIT, ont soutenu la convocation par le NCDC des ministères, départements et agences (MDA) concernés par le Plan d'action national pour la sécurité sanitaire (NAPHS) afin de coordonner les soumissions budgétaires au ministère des Finances. Les budgets ont abouti à un financement de 1,61 milliard (3,9 millions de dollars) pour les MDA des points focaux de la NAPHS au cours de l'année 2022, dont 1,46 milliard (3,5 millions de dollars) provenant de nouveaux financements, soit près de 90 % d'augmentation pour les fonctions de sécurité sanitaire en un an.

À Kano, la GHAI a identifié une nouvelle source potentielle de financement pour la sécurité sanitaire par le biais du Kano State Health Trust Fund (KHETFUND) - un flux de financement distinct du budget de préparation et de réponse aux épidémies. En outre, un Fonds de sécurité sanitaire de l'État de Kano proposé avec de multiples sources de revenus contribuera à la viabilité financière consacrée à la préparation et à la réponse aux épidémies au niveau de l'État.

Pour plus d'informations, voir les études de cas suivantes : [La préparation aux épidémies au Nigeria : pour plus d'investissement au niveau fédéral, central et local](#) et [La préparation aux épidémies au Sénégal](#).



Ressources

Global Health Advocacy Incubator, « Epidemic Preparedness in Nigeria : Making the Case for Increased Federal, State and Local Investments », (La préparation aux épidémies au Nigeria : plaider en faveur d'une augmentation des investissements fédéraux, étatiques et locaux).

<https://advocacyincubator.org/wp-content/uploads/2021/09/GHAI-PE-Nigeria-Case-Study-Sept-2021.pdf>

Global Health Advocacy Incubator, « Préparation aux épidémies au Sénégal »,

https://advocacyincubator.org/wp-content/uploads/2021/04/Case_Study_Epidemic_Preparedness_Senegal.pdf

Resolve to Save Lives, « Des épidémies qui n'ont pas eu lieu ».

<https://preventepidemics.org/epidemics-that-didnt-happen/>

Resolve to Save Lives, « 7-1-7 : Un objectif mondial pour la détection précoce et la réponse »,

<https://preventepidemics.org/preparedness/7-1-7>

Resolve To Save Lives, « Qu'est-ce que le ReadyScore ? »

<https://preventepidemics.org/resources/behind-the-data/what-is-the-ready-score>

Organisation mondiale de la santé, « Benchmarks for International Health Regulations (IHR) Capacities »,

<https://apps.who.int/iris/handle/10665/311158>

Organisation mondiale de la santé, « Règlement sanitaire international ».

https://www.who.int/health-topics/international-health-regulations#tab=tab_1

Organisation mondiale de la santé, « NAPHS for All : A Country Implementation Guide for National Action Plan for Health Security (NAPHS), [2019] »,

<https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/312220/WHO-WHE-CPI-19.5-eng.pdf?sequence=1>

Feuilles de travail

1

Feuilles de travail de l'étape 1

[Contexte national \(Module 1.1.A\)](#)

[Cartographie politique \(Module 1.1.B\)](#)

[Cartographie du processus budgétaire \(Module 1.1.C\)](#)

[Analyse juridique \(Module 1.1.D\)](#)

[Cartographie des décideurs gouvernementaux \(module 1.1.E.1\)](#)

[Cartographie des parties prenantes non gouvernementales \(module 1.1.E.2\)](#)

[Cartographie des médias \(module 1.1.E.3\)](#)

[Développer des objectifs des politiques \(Module 1.2\)](#)

[Plan stratégique \(Module 1.3\)](#)

[Cartographie du pouvoir \(Module 1.3.4\)](#)

2

Feuilles de travail de l'étape 2

[Créer une coalition \(Module 2.1\)](#)

[Engager les décideurs \(Module 2.2\)](#)

[Développer un plan de communication \(Module 2.3\)](#)

3

Feuille de travail de l'étape 3

[Suivi budgétaire \(Module 3\)](#)

4

Feuille de travail de l'étape 4

[Planification de la viabilité budgétaire \(Module 4\)](#)

Contexte national

*Boîte à outils de plaidoyer pour le budget Étape 1,
Module 1.1.A*

Le contexte spécifique de chaque pays contribue à façonner les priorités et les stratégies de changement des politiques de la campagne. Cette analyse permettra d'identifier certaines des conditions les plus importantes qui devront être prises en compte dans votre plan stratégique.



A. Prévalence et fardeau

Taux de morbidité et impact des épidémies : discuter des plus gros problèmes de santé du pays. Quels ont été les impacts sanitaires et sociétaux des épidémies précédentes et récurrentes ?

Les arguments en faveur de la préparation : sur la base de la réponse à la question précédente, comment les épidémies antérieures et actuelles justifient-elles l'investissement dans la préparation face aux épidémies ? Quelles sont les informations qu'il serait utile de connaître pour les décideurs gouvernementaux ?

B. Règlement sanitaire international (RSI)

Statut : Quel est le statut de la mise en œuvre du RSI dans le pays ? Par exemple, le pays a-t-il désigné un point focal RSI, participé à une évaluation externe conjointe (JEE) et élaboré un plan d'action national pour la sécurité sanitaire (NAPHS) ?

Priorités et recommandations : Quels sont les domaines que l'EEJ a identifiés pour améliorer la sécurité sanitaire ? Quel est l'état d'avancement de la mise en œuvre du plan d'action national pour la sécurité sanitaire, s'il existe ? Le gouvernement a-t-il fait de ce travail une priorité ? Existe-t-il un soutien politique pour le processus du RSI ou des obstacles connus à la progression de la mise en œuvre ?

C. Calcul des coûts, établissement du budget et financement

Ressources existantes : Quelle est l'estimation des coûts de mise en œuvre et de financement du plan d'action national pour la sécurité sanitaire (NAPHS) ? Quelles sont les sources de financement nationales et internationales ? La santé est-elle une priorité dans le budget national, et quel part du budget est consacrée à la santé ?

Écarts : Quel est l'écart entre le financement actuel et le financement estimé nécessaire à la mise en œuvre du RSI ? Ces informations permettront d'étayer les arguments en faveur d'une augmentation du financement et de définir les objectifs politiques abordés dans le *module 1.2*.

Cartographie politique

Boîte à outils du plaidoyer budgétaire Étape 1,
Module 1.1.B

Lors de cette étape, vous identifierez les organes gouvernementaux impliqués dans la préparation du budget annuel. Il peut s'agir d'organes exécutifs, ministériels ou législatifs, ou d'une combinaison des trois.

Dressez la liste des organes gouvernementaux concernés ainsi que des départements ou comités spécifiques qui joueront un rôle officiel dans la validation du processus budgétaire.



Identifier les organes et départements gouvernementaux

Organe gouvernemental	Départements et comités

Aperçu des règles et procédures

Chaque organe gouvernemental dispose d'un ensemble de règles - formelles et informelles - afin d'approuver, rejeter ou modifier toute question de politique générale . Bien qu'il ne soit pas nécessaire de connaître tous les détails de la procédure d'élaboration des politiques, une compréhension de base vous aidera à déterminer où et comment votre campagne peut contribuer au processus.

Pour chaque organe gouvernemental identifié précédemment, répondez aux questions ci-dessous. N'oubliez pas d'inclure les rôles et responsabilités spécifiques des départements ou des comités.

Comment la proposition de politique est-elle présentée ?	
Quels documents doivent accompagner la proposition ?	
Y a-t-il une période de commentaires publics avant que les décisions soient prises ?	
Comment la proposition est-elle approuvée ?	
Quelles sont les options si la proposition n'est pas approuvée ?	
Que se passe-t-il après l'approbation de la proposition ?	

Décrire le calendrier gouvernemental

La cartographie du calendrier annuel du gouvernement peut fournir des informations utiles pour planifier les activités de plaidoyer. Elle peut également vous aider à prévoir les moments où les événements sont susceptibles d'évoluer rapidement et ceux où ils risquent de stagner.

Les éléments du calendrier à prendre en compte comprennent le début et la fin des sessions du gouvernement, le moment du cycle budgétaire annuel, les élections, les jours fériés et les vacances. Inscrivez-les ici.

Janvier	Février	Mars
Avril	Mai	Juin
Juillet	Août	Septembre
Octobre	Novembre	Décembre

Cartographie du processus budgétaire

*Boîte à outils pour le plaidoyer budgétaire Étape 1,
Module 1.1.C*

Cette feuille de travail décrit les principales étapes (« actions ») que les acteurs gouvernementaux suivent lors de l'élaboration de leur budget, ainsi que les dates et les acteurs associés à chaque étape.

Vous pouvez vous référer à la cartographie de l'environnement politique. Feuille de travail pour les dates, les activités et les organismes clés.



1. Phase pré-budgétaire

[illegible]

2. Phase de formulation du budget

[illegible]

3. Analyse et approbation du budget

Date	Action	Acteur clé

4. Mise en œuvre post-budgétaire

Date	Action	Acteur clé

Analyse juridique

Boîte à outils pour le plaidoyer budgétaire Étape 1, Module 1.1.D



Cette feuille de travail présente les lois et les politiques qui pourraient être modifiées pour soutenir le financement de la préparation aux épidémies.



LCadre juridique : Quelles lois, réglementations ou autres mesures, telles que les cadres politiques, influencent et pourraient améliorer la préparation aux épidémies et le financement de la mise en œuvre du plan d'action national (NAPHS) ? Inclure les stratégies ou plans d'action du gouvernement. Indiquez quels ministères, agences et départements exercent des responsabilités pertinentes, et s'ils ont l'autorité adéquate et appropriée pour atteindre l'objectif de la politique.

Processus législatif/réglementaire : Quelles procédures et quels délais sont suivis pour introduire et promulguer des lois et émettre des règlements, ou d'autres mesures pertinentes telles que des directives ? Vous pouvez vous référer à la feuille de travail sur la cartographie budgétaire. Inclure dans l'évaluation les étapes formelles et informelles. Identifier les comités et les ministères, les départements et les agences qui ont l'autorité ou des responsabilités de surveillance pour les politiques.

Lacunes juridiques : Quelles sont les lacunes du cadre juridique national qui constituent des obstacles à la mise en œuvre des capacités de préparation et de réponse aux épidémies ? Quelles sont les possibilités de renforcer et de financer ces capacités ? Envisager une législation, une réglementation et d'autres mesures d'urgence sanitaire pour soutenir la préparation aux épidémies et les flux de financement.

Solutions législatives : Dressez la liste des lois, règlements ou autres politiques ou processus permettant d'atteindre l'objectif politique et le financement accru de la préparation aux épidémies.

Cartographie des décideurs gouvernementaux

Boîte à outils pour le plaidoyer budgétaire Étape 1, Module 1.1.E.1

Cette feuille de travail peut être utilisée pour dresser la liste des principaux décideurs des organes gouvernementaux responsables des étapes du processus budgétaire. Les défenseurs échangeront avec ces personnes au cours de la campagne de plaidoyer.

Pour chaque décideur, il faut se poser la question « Qu'est-ce que j'y gagne ? ». En d'autres termes, comment le soutien des investissements dans la préparation aux épidémies s'alignera-t-il sur leurs valeurs, leurs intérêts ou leurs objectifs politiques ?



Phase	Organismes gouvernementaux	Décideurs	Rôle dans le processus budgétaire	Position sur les questions	Valeurs et intérêts	Opportunités d'engagement*
Phase pré-budgétaire (les agences identifient les priorités)						
Pendant la préparation du budget						
Après la soumission du budget à l'assemblée législative						
After Budget is Passed						

*Prendre en compte ceux qui peuvent influencer les décideurs et la création d'opportunités d'engagement. Les feuilles de travail Cartographie des parties prenantes non gouvernementales et Cartographie des médias fournissent des informations supplémentaires pour cette colonne.

Cartographie des parties prenantes non gouvernementales

*Boîte à outils pour le plaidoyer budgétaire Étape 1,
Module 1.1.E.2*

Les parties prenantes non gouvernementales peuvent être affectées ou intéressées par le budget de préparation aux épidémies et les questions politiques connexes. Elles peuvent également avoir une influence sur les décideurs gouvernementaux identifiés dans la fiche de travail Cartographie des décideurs gouvernementaux.



Dressez la liste des personnes ou des organisations qui peuvent influencer ou être impactées par les objectifs de votre campagne.

Questions à prendre en compte pour les parties prenantes :

- Qui soutient déjà le plaidoyer en faveur de la préparation aux épidémies ? Qui n'est pas engagé mais devrait l'être ?
- Qui pourrait constituer un obstacle à la campagne, et pourquoi ?
- Qui pourrait donner de la crédibilité à la campagne ?
- Qui a une histoire à raconter ?

Questions à prendre en compte pour les priorités des parties prenantes :

- Quelles sont les priorités actuelles connues des parties prenantes ?
- Lesquelles se recoupent avec les objectifs de votre campagne ?

Question à prendre en compte pour l'influence :

- Quelle influence ou quels liens les parties prenantes ont-elles avec les décideurs identifiés dans la cartographie des décideurs du gouvernementaux ? Mettez cette feuille de travail à jour en conséquence.

Parties prenantes	Priorités des parties prenantes	Influence

Pour plus d'informations sur les parties prenantes non gouvernementales et la création de coalitions, voir « Guide de l'action de plaidoyer : une boîte à outils pour les campagnes stratégiques de plaidoyer » sur www.advocacyincubator.org/advocacy-action-guide.

Cartographie des médias

*Boîte à outils pour le plaidoyer budgétaire Étape 1,
Module 1.1.E.3*



Cette feuille de travail vous aidera à élaborer votre plan de communication.



1. Plateformes médias

Plateformes médias populaires

Quels sont les types de médias (en ligne, presse écrite, télévision, radio) qui touchent le plus efficacement les responsables gouvernementaux et le public ?

Médias influents

Quels sont les médias spécifiques les plus influents et les plus populaires ?

Médias sociaux

Quelles sont les plateformes de médias sociaux les plus populaires dans le pays ? Qui sont les influenceurs et les leaders d'opinion sur ces plateformes ?

Plate-forme	Influenceurs et leaders d'opinion	Thèmes

Contenu

Les épidémies et la préparation aux épidémies font-elles l'objet d'une couverture médiatique et de conversations sur les médias sociaux ? Si oui, y a-t-il des thèmes communs à ces histoires, ou d'autres points communs ?

2. Public cible

Quels décideurs politiques et quelles parties prenantes non gouvernementales la campagne tente-t-elle d'influencer ?

Les noms et les organisations du public cible peuvent provenir des feuilles de travail Cartographie des décideurs gouvernementaux et Cartographie des parties prenantes non gouvernementales. Les plateformes médiatiques et les influenceurs identifiés dans ce tableau peuvent être utilisés pour mettre à jour la colonne « Opportunités d'engagement » de la feuille de travail Cartographie des décideurs gouvernementaux.

Nom et titre	Agence ou organisation	Rôle dans le processus budgétaire ou la campagne de plaidoyer	Les plateformes de médias sociaux	Médias les plus susceptibles d'atteindre cette personne

Les informations de la dernière colonne peuvent être ajoutées à la colonne « Opportunités d'engagement » de la feuille de travail cartographie des décideurs et seront également utilisées pour la feuille de travail Développer un plan de communication.

Développer les objectifs politiques

Boîte à outils pour le plaidoyer budgétaire Étape 1, Module 1.2

Cette feuille de travail sera utilisée pour définir les objectifs politiques de la campagne : les actions que le gouvernement devrait entreprendre pour accroître le financement de la préparation aux épidémies.



Acteur

L'organe de décision ayant le pouvoir de concrétiser le changement de politique souhaité, comme indiqué dans les fiches de travail Cartographie politique, Cartographie du processus budgétaire et Analyse juridique.

- Exemples : Membre du Parlement, ministre, commission parlementaire compétente, assemblée législative ou cabinet ministériel.

Action

La décision que vous voulez que l'acteur prenne et la voie ou le processus réglementaire à suivre pour que l'action soit prise (par exemple : promulguer, modifier ou abroger une politique, allouer des fonds, créer une nouvelle ligne budgétaire ou mandater des allocations budgétaires).

- Exemples : promulguer, modifier ou abroger une politique, allouer des fonds ou émettre un mandat pour effectuer un changement.

Calendrier des changements

La date à laquelle vous demandez l'action.

- Exemples : le jour, le mois, le trimestre ou l'année.

Acteur	Action	Échéancier
Résumé en une phrase de l'objectif, combinant l'action, l'acteur et le calendrier :		

Plan stratégique

Boîte à outils pour le plaidoyer budgétaire, Module 1.3

Le plan stratégique énumère les stratégies et les activités spécifiques que la campagne entreprendra afin de soutenir chaque objectif, ainsi que les personnes responsables de leur mise en œuvre, les ressources nécessaires, le calendrier et les indicateurs de réussite. Il s'agit d'un document vivant auquel vous vous référerez tout au long de la campagne.



Questions à examiner :

- I. Stratégies :** Ce sont les mesures que vous prendrez pour atteindre l'objectif. Chaque stratégie doit viser à influencer un aspect de la politique ou du processus budgétaire, en s'engageant auprès des décideurs concernés ou en les influençant. Vous pouvez avoir plusieurs stratégies pour chaque objectif. Par exemple :
 - Stratégie 1 :** Créer une base solide de soutien parmi les principales parties prenantes afin de plaider pour des politiques solides et des investissements durables dans la préparation aux épidémies.
 - Stratégie 2 :** Créer une demande publique de financement de la préparation aux épidémies par le biais d'un plaidoyer dans les médias.
 - Stratégie 3 :** Suivre et défendre l'utilisation du budget.
 - Qui est l'acteur nécessaire pour atteindre l'objectif, tel qu'identifié dans la feuille de travail Développer des objectifs des politiques ?
 - Quels sont les moyens de motiver ou de soutenir les décideurs individuels ? Vous pouvez vous référer à la colonne « Opportunités » de la feuille de travail Cartographie des décideurs gouvernementaux.
- II. Activités :** Quelles sont les actions concrètes que vous devrez entreprendre pour mettre en œuvre la stratégie ? Soyez aussi précis que possible. Le nombre d'activités peut varier selon la stratégie. Par exemple:
 - Cartographier les principaux décideurs et suivre le processus d'élaboration du budget.
 - Accroître les capacités, mobiliser et coordonner la société civile et les responsables politiques pour le plaidoyer budgétaire.
 - Effectuer le suivi des affectations, des déblocages de fonds et de l'utilisation du budget.
- III. Personne(s) responsable(s) :** Quelles organisations et quels individus de la campagne de plaidoyer seront responsables de la réalisation de chaque activité ? Tenez compte des compétences, des contacts et des autres atouts de chaque défenseur.
- IV. Ressources nécessaires :** Quelles ressources spécifiques seront nécessaires pour mener à bien chaque activité ? Il peut s'agir de fonds ou d'autres ressources matérielles, de preuves ou de réseaux et de contacts. Vous pouvez vous référer à la fiche de travail sur la Cartographie des parties prenantes non gouvernementales pour envisager d'autres parties prenantes ayant des capacités qui peuvent contribuer à la stratégie.
- V. Échéancier :** Combien de temps faudra-t-il pour réaliser chaque activité ?

Répétez ce processus pour chaque objectif :

Objectif politique :

Indicateur de réussite (comment savoir que l'objectif a été atteint) :

Obstacles potentiels à surmonter :

Stratégies	Activités	Personne(s) responsable(s)	Ressources nécessaires	Calendrier

Cartographie du pouvoir

Boîte à outils pour le plaidoyer budgétaire,
Module 1.3.4



La cartographie du pouvoir est un exercice de collaboration qui met en commun les connaissances collectives d'une coalition pour représenter visuellement les publics et les parties prenantes les plus influents.

Pendant cet exercice, la campagne crée un graphique représentant la dynamique du pouvoir des Décideurs gouvernementaux et parties prenantes non-gouvernementales identifiés dans le *Module 1.1*.



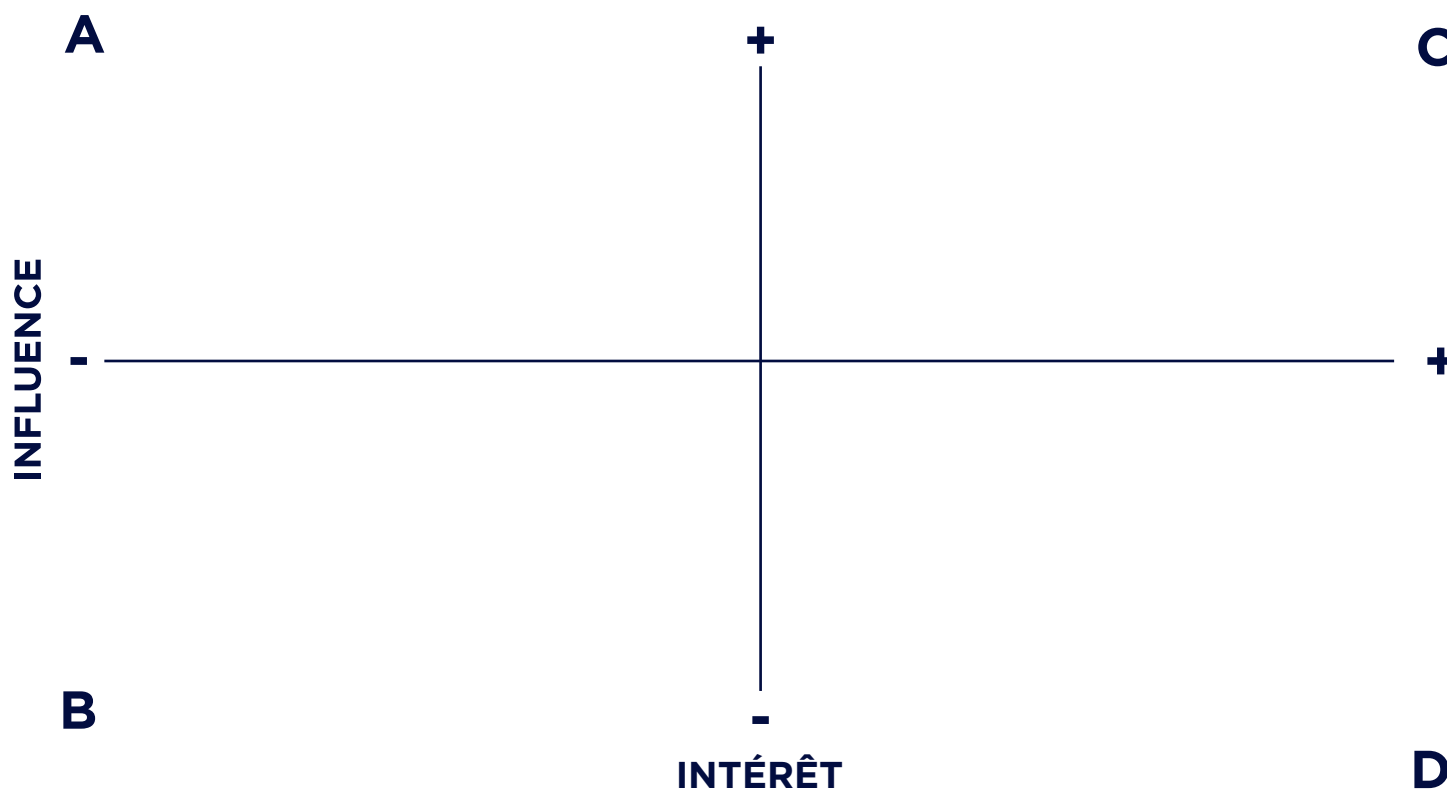
Le nom de chaque partie prenante sera ajouté au tableau ci-dessous après avoir répondu à deux questions :

1. Quelle est l'influence de la partie prenante sur le processus budgétaire ? Plus l'influence est grande, plus le nom de la partie prenante doit être placé haut sur l'axe « Influence ».
2. Quel est l'intérêt de la partie prenante pour la question ? Plus l'intérêt de la partie prenante est important par rapport aux autres parties prenantes, plus le nom sera placé à droite sur l'axe « Intérêt ».

Comment utiliser le Power Map (carte du pouvoir)

pour le processus budgétaire et la capacité de l'influencer, elles doivent donc recevoir une attention prioritaire de la part de la coalition. Les groupes du quadrant B ont peu d'intérêt pour le processus ou la capacité de l'influencer, ils n'ont donc pas besoin de faire l'objet de ressources de plaidoyer.

Veuillez imprimer cette page pour remplir la grille de la carte de puissance.



Créer une coalition de défenseurs

Boîte à outils pour le plaidoyer budgétaire Étape 2, Module 2.1



Cette feuille de travail vous aidera à identifier les partenaires potentiels de la coalition et les moyens de les impliquer.

Vous pouvez vous référer à la feuille de travail sur la cartographie des parties prenantes non gouvernementales pour obtenir une liste d'organisations ayant un lien avec la question.



1. Évaluer les partenaires potentiels d'une coalition

Nécessaire dans une coalition	Qu'est-ce qu'on a ?	De quoi avons-nous besoin ?	Partenaires potentiels
Groupes d'intérêt/voix pertinents			
Capacités de plaidoyer			
Relations clés (gouvernement)			
Relations clés (médias, ONG, universitaires, etc.)			
Expertise politique			

2. Sensibilisation des parties prenantes

Considérations :

- Pourquoi la partie prenante n'a-t-elle pas déjà soutenu cette politique ?
- Qu'est-ce qui les aiderait à soutenir le changement de politique ?
- Chaque étape est-elle SMART (Spécifique, Mesurable, Atteignable, Pertinente et avec une Échéance) ?

Parties prenantes	Considérations supplémentaires	Étapes de sensibilisation

Engager les décideurs

*Boîte à outils pour le plaidoyer budgétaire Étape 2,
Module 2.2*



Cette fiche de travail vous aidera à identifier les messages clés à partager avec chaque décideur en fonction de l'objectif politique et des valeurs et intérêts du décideur.



Décideur :

Objectif politique :

Engagement : Quelle est la meilleure façon d'impliquer le décideur ? Qui est le meilleur messenger ?

Valeurs et intérêts : Du point de vue du décideur, quels messages résonneront pour obtenir son soutien ?

Message 1 : Quel est le problème ?

Message 2 : Quelle est la solution ? Cette solution doit inclure l'objectif politique.

Message 3 : Quelle est l'action qui doit être entreprise par le décideur ? Quand cette action doit-elle être prise ?

Élaboration d'un plan de communication

Boîte à outils pour plaidoyer budgétaire Étape 2, Module 2.3

Le plan de communication complétera et renforcera votre plan d'action stratégique en vous aidant à obtenir le soutien du public et des politiques.



Objectif politique

Ce plan de communication soutiendra les objectifs politiques identifiés dans la feuille de travail Développer les objectifs des politiques. Dressez la liste de vos objectifs ci-dessous pour encadrer ce qui est nécessaire pour le plan de communication.

Public cible

Identifiez et listez les groupes et les individus qui doivent agir pour atteindre vos objectifs. Votre public cible peut inclure des représentants clés des administrations publiques qui peuvent contribuer à l'adoption de politiques ou à la rédaction de directives. Reportez-vous aux feuilles de travail Cartographie des décideurs gouvernementaux et Cartographie des parties prenantes non gouvernementales pour cette section.

Messages

Réfléchissez aux messages que vous pouvez transmettre au public cible par le biais des médias et d'autres canaux et qui sont les plus susceptibles d'inciter à l'action. Les messages forts font appel à des valeurs publiques partagées, décrivent le problème et son importance, ainsi que les actions à entreprendre. *Vous pouvez prendre en compte ce qui motive les décideurs* (« Valeurs et intérêts » de la fiche de travail Cartographie des décideurs gouvernementaux) ainsi que les informations sur le taux de morbidité de la fiche de travail Contexte national.

Messagers

Qui est la meilleure personne ou organisation pour transmettre le message au public cible ? Le messenger doit être crédible et capable d'influencer le public cible lorsque le message est transmis par les médias ou d'autres canaux. Si vous souhaitez que le messenger communique en personne avec le public, il doit avoir accès à ce dernier.

Canaux de communication

Les canaux sont les moyens par lesquels le message sera transmis au public. Il peut s'agir de médias imprimés (journaux), radiodiffusés (télévision ou radio) ou sociaux (Twitter ou Facebook), de publicité payante (annonces dans les journaux ou panneaux d'affichage), de réunions ou tables rondes, d'événements publics, de pétitions, de campagnes par courrier électronique, etc. *Vous devez réfléchir aux canaux qui ont le plus de chances d'atteindre le public cible.* Vous pouvez vous référer à la fiche de travail Cartographie des médias pour cette section.

Principaux jalons et calendrier :

Qu'est-ce qui sera considéré comme un signe de réussite ? Quand ces étapes doivent-elles avoir lieu pour avoir l'impact souhaité ?

Étapes importantes	Échéances

Opportunités dans les médias

Ces opportunités correspondent à des couvertures médiatiques obtenues sans frais. Pour générer des retombées médiatiques, réfléchissez à la manière de présenter une histoire comme étant convaincante ou digne d'intérêt. L'histoire peut-elle être liée à un autre sujet d'actualité ou à un événement connu, ce qui la rendrait opportune ? Les organisations qui entretiennent des relations avec les journalistes et se font connaître comme des sources d'information fiables et crédibles auront plus de succès à proposer des idées d'articles aux organes de presse et à leurs journalistes.

This framework supports budget accountability by tracking progress against the indicators identified in campaign's Strategic Plan.



Composants :

1. **Indicateurs** : Ces indicateurs sont tirés du plan stratégique. Ils peuvent également inclure d'autres actions gouvernementales que la campagne suit pour déterminer si le gouvernement respecte ses engagements.
2. **Objectif** : Il s'agit du montant total (en dépenses totales, en pourcentages, etc.) que la campagne avait demandé au gouvernement de soutenir par le biais du processus budgétaire et d'autres politiques.
3. **Allocation** : Il s'agit du montant que le gouvernement s'est engagé à dépenser par le biais du processus budgétaire, des politiques ou d'autres voies de financement ou cadres d'investissement.
4. **Réel** : il s'agit du montant des fonds qui ont été déboursés, libérés ou dépensés et des politiques qui ont été mises en œuvre sur la base des rapports disponibles.
5. **Sources des données** : Il s'agit de la liste des endroits où les informations sur les dépenses « réelles » peuvent être trouvées : par exemple, les rapports des ministères, départements et agences, les documents des partenaires de la coalition ou les articles dans les médias.

Indicateurs de responsabilité budgétaire

[illegible]

Résultats

Quelles sont les preuves d'une amélioration de la sécurité sanitaire grâce à la planification et au financement de la préparation aux épidémies ? Existe-t-il de nouvelles capacités, telles que des laboratoires et des ressources humaines, qui peuvent être utilisées pour plaider en faveur d'un investissement soutenu ou accru ?

Planification de la viabilité budgétaire

Boîte à outils pour le plaidoyer budgétaire, Module 4



Cette feuille de travail abordera les objectifs qui sont considérés comme pas atteints dans le Module 3, ou à d'autres moments de la campagne, ainsi que les opportunités de plaidoyer. Ces informations peuvent être utilisées pour mettre à jour le plan stratégique pour le prochain cycle budgétaire.



Les indicateurs pour les tableaux ci-dessous peuvent être identifiés dans la feuille de travail *viabilité budgétaire*.

1. Opportunités et goulots d'étranglement à chaque phase du processus budgétaire

Dans la première colonne, énumérez les indicateurs identifiés dans la fiche de travail 3 comme étant non atteints, ainsi que les indicateurs relatifs aux politiques ou aux flux de financement pour lesquels il pourrait y avoir de nouvelles opportunités. Dans la deuxième colonne, identifiez les barrières ou les goulots d'étranglement et les opportunités potentielles pour résoudre le problème.

Exemple de phase pré-budgétaire : Les ministères, départements et agences identifient leurs priorités.

Indicateur	Opportunité ou goulot d'étranglement

Exemple de formulation du budget : Le ministère de la santé prépare son budget et le soumet à l'exécutif (bureau du budget/ministère des finances).

Indicateur	Opportunité ou goulot d'étranglement

Exemples d'analyse et d'approbation budgétaires : L'exécutif soumet le budget au pouvoir législatif, le pouvoir législatif adopte le budget et le Président signe le budget.

Indicateur	Opportunité ou goulot d'étranglement

Mise en œuvre post-budgétaire Les allocations budgétaires sont débloquées.

Indicateur	Opportunité ou goulot d'étranglement

2. Nouveaux objectifs et stratégies nécessaires

Dans la première colonne, identifiez de nouveaux objectifs politiques qui permettraient d'éliminer les goulots d'étranglement énumérés ci-dessus. Dans la deuxième colonne, identifiez des stratégies potentielles pour soutenir ces objectifs.

Phase pré-budgétaire (exemple : les agences identifient leurs priorités)

Objectifs pour l'exécutif	Stratégies potentielles
Objectifs pour le pouvoir législatif	Stratégies potentielles